

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/003324]

25 JANVIER 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon portant des dispositions administratives et pécuniaires applicables à la carrière extérieure des conseillers scientifiques et académiques de Wallonie-Bruxelles International

Le Gouvernement wallon,

Vu l'accord de coopération du 20 mars 2008 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-capitale créant une entité commune pour les relations internationales de Wallonie-Bruxelles, l'article 4 ;

Vu le décret du 9 mai 2008 portant assentiment à l'accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale créant une entité commune pour les relations internationales de Wallonie-Bruxelles ;

Vu la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel de Wallonie-Bruxelles International ;

Vu le rapport du 13 juillet 2023 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 12 juillet 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 juillet 2023 ;

Vu le protocole n° 848 du Comité négociation de secteur XVI, conclu le 20 octobre 2023 ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de trente jours, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 8 janvier 2024 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 75.300/4 ;

Vu la décision de la section de législation du 9 janvier 2024 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre-Président et de la Ministre de la Fonction publique ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Champ d'application et définitions*

Article 1^{er}. § 1^{er}. L'emploi dans le présent arrêté des noms masculins pour les différents grades et fonctions est épïcène en vue d'assurer la lisibilité du texte nonobstant les dispositions du décret de la Communauté française du 21 juin 1993 relatif à la féminisation des noms de métier, fonction, grade ou titre.

§ 2. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° « l'administration centrale » : l'ensemble des bureaux de Wallonie-Bruxelles International situés en Belgique ;

2° « l'Administrateur général » : l'Administrateur général de Wallonie-Bruxelles International ;

3° « la carrière extérieure » : le parcours professionnel du personnel engagé à durée indéterminée sous contrat de droit belge en référence à la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, et affecté à titre permanent dans un poste de conseiller scientifique et académique de Wallonie-Bruxelles International ;

4° « la composition familiale » : le conseiller scientifique et académique, son conjoint ou cohabitant légal ou de fait et les enfants qui résident à titre principal en poste avec le conseiller scientifique et académique ;

5° « le comité de direction » : le Comité de direction de Wallonie-Bruxelles International ;

6° « la mutation » : toute modification de résidence administrative du conseiller scientifique et académique.

7° WBI : Wallonie-Bruxelles International ;

8° l'AWEX : l'Agence wallonne à l'exportation et aux Investissements étrangers ;

9° le SPF Affaires étrangères : le Service Public Fédéral Affaires étrangères.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 4°, la prise en compte des enfants se termine en tout état de cause dès la fin de la perception des allocations familiales à leur égard.

Art. 2. Le présent arrêté s'applique aux membres du personnel repris dans les statuts du personnel de WBI, et recrutés en tant que conseiller scientifique et académique.

Art. 3. Les conseillers scientifiques et académiques sont affectés par les Ministres de tutelle sur proposition du Comité de direction.

Les conseillers scientifiques et académiques occupent un espace de travail au sein de la Délégation générale Wallonie-Bruxelles présente dans leur ville d'affectation. Si aucune Délégation générale Wallonie-Bruxelles n'est présente, les conseillers scientifiques et académiques occupent un espace de travail, par ordre de priorité, soit au sein du Bureau économique et commercial de l'Agence Wallonne aux Exportations et aux Investissements étrangers, soit à l'Ambassade de Belgique, soit dans tout autre lieu adapté à leur mission.

Les conseillers scientifiques et académiques sont responsables de la promotion internationale des systèmes d'enseignement supérieur, de recherche et d'innovation de la Région wallonne et de la Communauté française dans leurs zones d'affectation, en synergie avec les missions diplomatiques et les postes consulaires de l'Etat belge et les représentations internationales de la Région wallonne et de la Communauté française.

Art. 4. Etant donné la qualification professionnelle requise pour l'activité nettement définie des conseillers scientifiques et académiques, les missions qu'ils accomplissent constituent des tâches exigeant des compétences particulières au sens de l'article 2, § 1^{er}, 4., et § 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel de Wallonie-Bruxelles International.

Art. 5. Les conseillers scientifiques et académiques sont chargés des missions suivantes :

1° ils assurent une diplomatie scientifique et académique ainsi que les coopérations internationales dans ces secteurs, en :

a) contribuant au renforcement de l'attractivité et de la visibilité de l'enseignement supérieur et de la recherche et l'innovation de la Région wallonne et de la Communauté française ;

b) assurant le rayonnement international des acteurs académiques et scientifiques de la Région wallonne et de la Communauté française ;

c) attirant des talents en Région wallonne et en Communauté française en promouvant les différents programmes de bourses existants ;

d) facilitant la prise de contact et la coopération avec des organismes étrangers de la recherche, de l'innovation et de l'enseignement supérieur ;

e) appuyant et préparant, à la demande des opérateurs académiques, de la recherche et de l'innovation, des volets académiques et scientifiques aux missions internationales coordonnées par WBI et lors de missions officielles belges ;

f) référençant et mettant en réseau les opérateurs académiques, de recherche et d'innovation à travers des actions de valorisation des projets, de participation à des foires et salons ;

g) soutenant la mise en place d'accords bilatéraux et projets de recherche, à la demande du Gouvernement, du Ministre en charge des Relations Internationales, de WBI ou d'acteurs académiques et scientifiques ;

h) réalisant une veille académique et scientifique ciblée ;

i) soutenant l'internationalisation des établissements d'enseignement supérieur de la Communauté française, Universités, Hautes écoles, Ecoles Supérieures des Arts, en contribuant à la mise en place de nouvelles collaborations et au renforcement des partenariats existants, en ce compris entre ainsi que dans le cadre de la promotion de la langue française ;

2° ils renforcent la diplomatie scientifique et académique pour en faire un outil clé du développement économique et commercial en partenariat avec l'AWEX et favorise le montage de projets de recherche et d'innovation européens, en :

a) soutenant le développement de programmes de financement en phase avec les priorités de la stratégie de spécialisation intelligente de la Région wallonne et en promouvant les sources de financement existantes ;

b) soutenant l'internationalisation des pôles de compétitivité de la Région wallonne ;

c) organisant des missions conjointes avec l'AWEX dans une optique d'innovation ouverte dans les secteurs prioritaires pour le développement économique de la Région wallonne ;

d) contribuant aux dossiers Invest et Export de l'AWEX via des partenariats de recherche et développement précédant la phase de commercialisation ou d'investissement afin d'identifier l'écosystème innovant le plus adapté au projet ;

e) renforçant la présence et la visibilité des opérateurs de la Région wallonne et de la Communauté française dans les programmes de recherche et d'innovation européens et les réseaux internationaux de recherche en partenariat avec l'ensemble des acteurs impliqués ;

f) accompagnant les jeunes entrepreneurs et les structures qui les soutiennent dans leur développement international ;

3° chaque conseiller scientifique et académique adresse également, dès que la situation le requiert, et à tout le moins une fois par trimestre, à sa direction générale, aux Ministres de tutelle de Wallonie-Bruxelles International, au Ministre en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique de la Fédération Wallonie-Bruxelles et au Ministre en charge de l'économie et de la recherche et de l'innovation de la Wallonie, un rapport de veille scientifique et académique sur base des actions menées et des opportunités identifiées ;

4° ils gèrent le budget et la comptabilité dont ils ont la charge, dans le respect des normes comptables et budgétaires et des instructions administratives ;

5° un conseiller scientifique et académique localisé dans un lieu tiers, autre qu'une délégation générale, un bureau économique et commercial, ou une ambassade, gère de façon optimale les ressources humaines mises à sa disposition et les ressources mobilières et immobilières, dans le respect de la législation en vigueur.

CHAPITRE 2. — *Du processus de sélection*

Section 1^{re}. — Des conditions et épreuves de sélection

Art. 6. Sont admis aux épreuves de sélection de conseillers scientifiques et académiques, les candidats qui remplissent les conditions suivantes :

1° être citoyen de l'Union Européenne ;

2° être d'une conduite répondant aux exigences de la fonction ;

3° jouir des droits civils et politiques ;

4° jouir d'une expérience professionnelle d'au moins six ans en lien avec les missions reprises à l'article 5 ;

5° être porteur d'un des diplômes ou certificats d'études donnant l'accès au niveau A.

Les conditions visées à l'alinéa 1^{er} sont remplies au plus tard le jour fixé pour la clôture des inscriptions au processus de sélection.

Les conditions visées à l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel de Wallonie-Bruxelles International sont remplies le jour fixé pour la clôture des inscriptions au concours.

Art. 7. § 1^{er}. La sélection pour les conseillers scientifiques et académiques désignés provisoirement est organisée, conformément à l'article 55, et effectuée par un jury sous la présidence de l'Administrateur général, constitué d'un membre du Comité de direction de WBI en plus de trois personnes externes spécialistes des matières concernées.

Les trois personnes externes mentionnés à l'alinéa 1^{er} présentent minimum huit années d'expérience en lien avec les compétences nécessaires pour exercer la fonction, dont l'un présente une expérience de huit années en recherche, dont l'un présente une expérience de huit années en innovation et dont l'un présente une expérience de huit années dans le secteur académique.

Afin de respecter la mixité de genre, le jury ne peut pas être composé de plus de deux tiers de membres du même sexe.

En cas d'absence du Président du jury, la présidence est assurée par le membre du Comité de direction de WBI. En cas d'absence du membre du Comité de direction de WBI, ce dernier est remplacé par un autre membre du Comité de direction de WBI. En cas d'absence d'un des trois autres membres du jury, ce dernier est remplacé par une personne disposant du profil requis.

La décision du jury est collégiale, chaque membre du jury évaluant l'ensemble des compétences reprises dans le profil de fonction.

§ 2. L'appel à candidature interne, la description de fonction et la procédure de sélection, y compris la composition du jury, font l'objet d'une validation par les Ministres de tutelle.

§ 3. Le jury organise la ou les épreuves de sélection lui permettant de déterminer :

- 1° les aptitudes de gestion des candidats ;
- 2° les aptitudes d'organisation des candidats ;
- 3° les aptitudes techniques des candidats ;
- 4° la personnalité des candidats ;
- 5° la motivation des candidats.

La sélection susmentionnée peut être, le cas échéant, constituée de plusieurs épreuves clairement identifiées dans l'appel à candidature et la procédure de sélection.

§ 4. Sur la base de l'épreuve ou des épreuves de sélection, le jury rédige un rapport écrit et motivé à destination du Comité de Direction reprenant les aptitudes de chacun des candidats, et classant les candidats en deux catégories « apte » et « inapte ». Ce rapport est transmis aux Ministres de tutelle qui confirment le classement des candidats.

§ 5. Sur la proposition du Comité de direction, les Ministres de tutelle confirment définitivement le lauréat, parmi les candidats jugés aptes par le jury, dans l'emploi déjà occupé provisoirement.

Art. 8. § 1^{er}. La sélection pour les conseillers scientifiques et académique est organisée et effectuée par un jury sous la présidence de l'Administrateur général, constitué d'un membre du Comité de Direction, en plus de trois personnes externes spécialistes des matières concernées et de deux membres des cabinets ministériels de tutelle.

Les trois personnes externes mentionnés à l'alinéa 1^{er} présentent minimum huit années d'expérience en lien avec les compétences nécessaires pour exercer la fonction, dont l'un présente une expérience de huit années en recherche, dont l'un présente une expérience de huit années en innovation et dont l'un présente une expérience de huit années dans le secteur académique.

Afin de respecter la mixité de genre, le jury ne peut pas être composé de plus de deux tiers de membres du même sexe.

En cas d'absence du Président du jury, la présidence est assurée par le membre du Comité de direction de WBI. En cas d'absence du membre du Comité de direction de WBI, ce dernier est remplacé par un autre membre du Comité de direction de WBI. En cas d'absence d'un des trois autres membres du jury, ce dernier est remplacé par une personne disposant du profil requis.

La décision du jury est collégiale, chaque membre du jury évaluant l'ensemble des compétences reprises dans le profil de fonction.

§ 2. L'appel à candidature interne et externe, la description de fonction, le lieu d'affectation et la procédure de sélection, y compris la composition du jury, font l'objet d'une validation par les Ministres de tutelle.

§ 3. Le jury organise la ou les épreuves de sélection lui permettant de déterminer :

- 1° les aptitudes de gestion des candidats ;
- 2° les aptitudes d'organisation des candidats ;
- 3° les aptitudes techniques des candidats ;
- 4° la personnalité des candidats ;
- 5° la motivation des candidats.

La sélection susmentionnée peut être, le cas échéant, constituée de plusieurs épreuves clairement identifiées dans l'appel à candidature et la procédure de sélection, en tenant compte du ou des lieux d'affectation dont les emplois sont vacants.

§ 4. Sur la base de l'épreuve ou des épreuves de sélection, le jury classe les candidats selon les points obtenus et communique au Comité de direction la liste des lauréats qui constituent la réserve issue de la sélection.

§ 5. Sur la proposition du Comité de direction, les Ministres de tutelle désignent le lauréat, sur base du classement opéré au paragraphe 4, dans l'emploi à conférer. Cette désignation intègre également le lieu d'affectation.

§ 6. Les lauréats non affectés figurent dans la réserve pour une future affectation conformément à la section 2 du présent arrêté.

Section 2. — De la réserve d'engagement

Art. 9. Les lauréats des épreuves de sélection sont placés dans une réserve d'engagement. Ils conservent le bénéfice de leur réussite pendant trois ans à compter de la date du procès-verbal final des résultats des épreuves.

Avant la fin du délai fixé à l'alinéa 1^{er}, sur proposition de l'Administrateur général, le Comité de Direction de WBI peut, au maximum à deux reprises, prolonger d'un an la durée de validité de la réserve d'engagement.

Art. 10. A des fins d'engagement sous contrat de travail, il peut être fait appel aux lauréats de la réserve d'engagement, dans le cadre de la procédure de mutation visée aux articles 17 à 23 relatifs à l'affectation au sein des postes vacants, suivant l'ordre de classement des lauréats. Les candidats déjà en poste sont consultés prioritairement.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le Ministre de tutelle peut, sur proposition du Comité de direction et par une délibération motivée, déroger à l'ordre de classement des lauréats en fonction de la connaissance d'une langue qui a été choisie par les lauréats lors des épreuves de sélection et qui correspond à la langue nationale du pays du poste de conseiller scientifique et académique à pourvoir.

Les conditions visées à l'article 6, alinéa 1^{er}, 1° à 3°, font l'objet d'une nouvelle vérification préalablement à l'entrée en service.

Art. 11. Le lauréat peut refuser une fois un poste de conseiller scientifique et académique qui lui est proposé. Au deuxième refus, le lauréat est exclu de la réserve d'engagement.

Section 3. — De la formation et de l'évaluation consécutives à l'engagement

Art. 12. Les lauréats d'un concours de conseiller scientifique et académique effectuent une période de formation à l'administration centrale de minimum six mois. La fin de la formation est alignée avec le début de l'année académique en poste. Au terme de leur formation, les conseillers scientifiques et académiques sont évalués. Si l'évaluation est favorable, le poste est affecté. Les conseillers scientifiques et académiques occupant déjà un poste à l'étranger ne suivent pas la formation à l'administration centrale. Durant sa période de formation, le conseiller scientifique et académique organise au moins une mission de prospection dans son pays d'affectation.

Art. 13. Le conseiller scientifique et académique est évalué sur base du prescrit de l'arrêté du Gouvernement du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire des agents de Wallonie-Bruxelles International et de l'arrêté du 5 décembre 2008 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire du personnel contractuel de Wallonie-Bruxelles International.

CHAPITRE 3. — Dispositions administratives

Section 1^{re}. — De la résidence administrative et des mutations

Sous-section 1^{re}. — Du lieu et de la durée d'affectation

Art. 14. § 1^{er}. Sur la proposition du Comité de Direction, les Ministres de tutelle affectent les conseillers scientifiques et académiques dans les postes déclarés vacants.

Le lieu d'affectation détermine la résidence administrative pour l'exécution à l'étranger des missions déterminées à l'article 5.

Les postes de conseillers scientifiques et académiques déclarés vacants par l'Administrateur général sont pourvus dans l'ordre de priorité établi comme suit :

- 1° par les conseillers scientifiques et académiques en poste au sein de l'administration centrale ;
- 2° par les conseillers scientifiques et académiques en activité de service dans un autre bureau de liaison académique et scientifique s'ils ont été retenus par le Comité de Direction pour une mobilité interne ;
- 3° par les lauréats de la procédure de sélection faisant partie d'une réserve de recrutement telle que visée à l'article 9, pour autant qu'ils marquent un intérêt par l'affectation proposée.

§ 2. Le Comité de Direction établit un avis motivé sur les candidats basé sur des critères objectifs préétablis en concertation avec les Ministres de tutelle. L'avis motivé est notifié à tous les candidats.

Art. 15. Le Comité de Direction, sur la proposition motivée de l'Administrateur général, peut modifier la résidence administrative du conseiller scientifique et académique dans le cadre de l'exercice de la carrière extérieure en cas :

- 1° de force majeure ;
- 2° de raison de sécurité ;
- 3° de nécessité de réaffectation ;
- 4° pour des missions à l'étranger nécessitant une expertise spécifique à l'international et s'inscrivant en tout ou en partie dans les missions visées à l'article 5.

Art. 16. § 1^{er}. L'affectation d'un conseiller scientifique et académique au sein d'un poste est fixée à une durée de quatre ans, renouvelable une fois, conformément aux conditions prévues au paragraphe 2, avec l'accord des Ministres de tutelle, en concertation avec le conseiller scientifique et académique, et sur proposition du Comité de Direction de WBI conformément aux modalités reprises à l'article 22.

§ 2. La durée d'affectation maximale de quatre ans en poste peut être étendue dans les cas suivants :

- 1° le conseiller scientifique et académique atteint l'âge légal de la retraite dans les deux ans qui suivent la date à laquelle il atteint la durée maximale d'affectation en poste ;
- 2° le Comité de direction accepte la demande motivée d'un conseiller scientifique et académique qui souhaite rester durant un second délai de quatre ans dans le poste, pour autant qu'aucun autre conseiller scientifique et académique ne remet d'acte de candidature retenu pour ce poste.

Sous-section 2. — Des mutations

Art. 17. Des mutations successives font partie intégrante de la carrière extérieure du conseiller scientifique et académique.

Art. 18. Au terme de la durée d'affectation maximale du poste de conseiller scientifique et académique, et à l'exception du cas visé à l'article 16, § 2, 1°, le poste est automatiquement déclaré vacant et ouvert à mutation.

La durée d'affectation maximale en poste est atteinte lorsque la période comprise entre la date officielle de prise de fonction du conseiller scientifique et académique dans le poste qu'il occupe et la date de prise de fonction prévue pour un poste à pourvoir est égale ou supérieure à la durée d'affectation maximale fixée pour le poste conseiller scientifique et académique actuellement occupé par le conseiller scientifique et académique.

Art. 19. La procédure de mutation est initiée par un courrier envoyé par l'Administrateur général à l'ensemble des conseillers scientifiques et académiques. Tous les quatre ans, l'Administrateur général de WBI appelle les conseillers scientifiques et académiques à une mobilité interne au sein des bureaux de liaison académique, scientifiques et technologiques ou à un retour en poste à l'administration centrale.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, une affectation officielle d'un conseiller scientifique et académique au sein d'un poste de conseiller scientifique et académique peut avoir lieu à tout moment, sur base d'une décision des Ministres de tutelle sur proposition du Comité de direction dans les cas suivants :

- 1° départ à la retraite d'un conseiller scientifique et académique en poste ;
- 2° incapacité de longue durée du conseiller scientifique et académique en poste ;
- 3° démission, licenciement, ou tout autre mode d'extinction du contrat de travail du conseiller scientifique et académique en poste ;
- 4° décision de réorganisation des services de Wallonie-Bruxelles International en Belgique ou à l'étranger.

Art. 20. Dans les autres cas, les conseillers scientifiques et académiques disposent d'un délai minimum de quinze jours à compter de la date du courrier visé à l'article 18, § 1^{er}, 1°, pour introduire leur candidature à mutation.

Art. 21. Sous peine d'irrecevabilité de sa candidature à mutation, le conseiller scientifique et académique satisfait aux conditions cumulatives suivantes :

- 1° avoir atteint la durée d'affectation de quatre ans en poste prévue pour introduire une candidature à mutation ;
- 2° bénéficiaire, au moment de l'introduction de sa candidature, d'une évaluation favorable conformément à l'article 13 ;
- 3° déposer un acte de candidature complet dans les délais visés à l'article 20 ;
- 4° joindre à sa candidature les documents suivants :

a) un curriculum-vitae à jour auquel le conseiller scientifique et académique joint, le cas échéant, une ou plusieurs attestations de langue ;

b) une lettre de motivation circonstanciée portant sur le ou les postes de conseiller scientifique et académique pour lesquels il postule.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 4°, b), dans cette lettre de motivation, le conseiller scientifique et académique développe sa vision pour le ou les postes concernés.

Art. 22. Sur la proposition du service de coordination du siège, le Comité de Direction statue sur les candidatures à mutation sur la base des critères d'attribution suivants :

- 1° les exigences de la fonction liées à l'international ;
- 2° l'expérience du candidat ;
- 3° la dernière évaluation effective du candidat ;
- 4° le cas échéant, la connaissance des langues utiles dans le pays d'affectation ou l'engagement à l'améliorer ;
- 5° la motivation du candidat ;
- 6° l'adéquation entre le profil du candidat et les spécificités du poste envisagé.

La décision des Ministres de tutelle, sur proposition du Comité de direction, relative à l'affectation au sein d'un poste tient lieu de modification de la résidence administrative du conseiller scientifique et académique, en ce compris la modification de sa situation pécuniaire.

En cas de postes demeurant vacants au terme de la procédure d'appel à mutation, le Comité de Direction peut faire appel aux lauréats de la réserve d'engagement visé à l'article 9.

Art. 23. A l'exception des cas visés à l'article 16, § 2, 1° et 2°, et à défaut d'avoir sollicité une mutation, le conseiller scientifique et académique dont le poste est déclaré vacant se voit affecté temporairement à l'administration centrale dans les conditions stipulées aux articles 24 à 26.

Sous-section 3. — De l'affectation temporaire à l'administration centrale

Art. 24. § 1^{er}. L'Administrateur général peut décider de rappeler et d'affecter temporairement un conseiller scientifique et académique à l'administration centrale à une fonction correspondant à ses compétences dans les cas suivants :

- 1° force majeure ;
- 2° problèmes de sécurité, de maladies ou de crises sanitaires affectant le travail du conseiller scientifique et académique ;
- 3° décision de fermeture d'un poste de conseiller scientifique et académique ;
- 4° déclaration de vacance de poste visée à l'article 19 ;
- 5° toute autre raison impérieuse ou dans l'intérêt de Wallonie-Bruxelles International.

L'Administrateur général tient compte de toute contrainte spécifique liée à la situation du Conseiller scientifique et académique.

Le conseiller scientifique et académique reçoit une notification officielle.

§ 2. Le conseiller scientifique et académique affecté temporairement en Belgique est consulté en priorité pour tous les postes devenus vacants.

Art. 25. Le conseiller scientifique et académique affecté temporairement en Belgique bénéficie d'une indemnité de rapatriement pendant un délai maximum d'un an.

Lorsque ce délai est dépassé, la situation pécuniaire du conseiller scientifique et académique est soumise à l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel de Wallonie-Bruxelles International. Il bénéficie des mêmes conditions pécuniaires que les agents de même niveau travaillant en Belgique et ne faisant pas partie de la carrière extérieure.

Il bénéficie d'une intervention de Wallonie-Bruxelles International dans les frais de crèche et de scolarité de ses enfants en Belgique ou à l'étranger, dans les conditions et limites visées aux articles 36 à 41 pour une durée de maximum deux ans à compter du retour. En cas de scolarité en Belgique, l'intervention de Wallonie-Bruxelles International est octroyée dans la limite visée à l'article 36 applicable à la Belgique.

Il bénéficie dans l'année de son retour d'une intervention dans les frais d'installation tel que définis dans les conditions reprises à l'article 43.

Section 2. — De l'évaluation

Art. 26. Lors de chaque affectation en poste, l'Administrateur général établit dans les trois mois de l'affectation au plus tard, avec la collaboration du conseiller scientifique et académique, une lettre de mission qui définit les objectifs généraux et opérationnels à atteindre. Les Ministres de tutelle valident la lettre de mission.

Art. 27. § 1^{er}. L'évaluation des conseillers scientifiques et académiques s'effectue suivant la périodicité, les modalités d'attribution de l'évaluation et les modalités de recours prévues dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel de Wallonie-Bruxelles International. L'évaluation des conseillers scientifiques et académiques est basée sur des objectifs déterminés dans la lettre de mission mais aussi sur des critères généraux définis pour tout le réseau des conseillers scientifiques et académiques tels que :

- 1° la qualité du travail ;
- 2° la créativité ;
- 3° l'initiative ;
- 4° le dynamisme ;
- 5° la sociabilité ;
- 6° l'esprit d'équipe ;
- 7° la gestion du poste.

Le Comité d'évaluation se réunit tous les deux ans. Des rendez-vous intermédiaires de suivi des objectifs sont fixés tous les ans.

§ 2. Le Comité d'évaluation est composé de l'Inspecteur général en charge du Département des politiques sectorielles et du Directeur des Ressources humaines de WBI. Le Comité d'évaluation peut se faire accompagner de l'agent de rang A4 ou supérieur ayant les matières scientifiques, académiques et de recherche-innovation dans ses compétences.

§ 3. A l'issue de la réunion du Comité d'évaluation, un rapport provisoire d'évaluation est rédigé et est ensuite transmis au conseiller scientifique et académique lors de l'entretien d'évaluation. Un rapport final est ensuite rédigé conjointement et est soumis à l'approbation de l'Administrateur général de WBI.

§ 4. En cas d'évaluation défavorable, le conseiller scientifique et académique peut saisir, en première instance, le Comité de Direction de WBI dans les trente jours de la réception du rapport d'évaluation final. En seconde instance, la chambre de recours demeure compétente. Lorsque l'activité d'un conseiller scientifique et académique fait l'objet de deux rapports d'évaluation défavorables, une procédure de licenciement peut être entamée.

CHAPITRE 4. — Dispositions pécuniaires

Section 1^{re}. — De l'évolution pécuniaire

Art. 28. § 1^{er}. Le conseiller scientifique et académique est engagé au rang A5 et bénéficie de l'échelle de traitement A5/1 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne, en qualité d'expert.

§ 2. Après douze années d'ancienneté valorisables en cette qualité et sauf évaluation défavorable, le conseiller scientifique et académique bénéficie de l'échelle de traitement A4/1 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne.

En cas d'évaluation défavorable, le conseiller scientifique et académique est maintenu dans l'échelle de traitement A5/1 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne jusqu'à l'obtention d'une évaluation favorable.

Section 2. — De l'indemnité de poste

Art. 29. Le conseiller scientifique et académique bénéficie, à partir de sa prise de fonction dans son poste à l'étranger, d'une indemnité de poste allouée en compensation des frais découlant de l'exercice de sa mission dans ce poste.

L'indemnité de poste est composée des éléments suivants :

- 1° une indemnité de base ;
- 2° une indemnité d'éloignement ;
- 3° une indemnité de pénibilité.

L'indemnité de poste est mise à jour le premier du mois suivant une modification de la composition familiale du conseiller scientifique et académique.

Art. 30. § 1^{er}. L'indemnité de base est une somme forfaitaire destinée à couvrir les frais qui découlent :

- 1° des changements d'affectation du conseiller scientifique et académique ;
- 2° de l'obligation de s'établir à l'étranger ;
- 3° de l'exercice d'une fonction de représentation passive.

§ 2. Le montant de base de l'élément mobilité est fixé suivant les normes en vigueur au SPF Affaires étrangères.

Le montant de base de l'élément affectation est fixé suivant les normes en vigueur au SPF Affaires étrangères.

Le montant de base de l'élément représentation passive est fixé sur base de l'échelle de collaborateur diplomatique en vigueur au SPF Affaires étrangères.

Ces montants sont mis à jour annuellement par le SPF Affaires étrangères.

Le montant de base servant au calcul de l'indemnité de base est égal à la somme des montants de base des éléments de mobilité, d'affectation et de représentation passive. L'indemnité de base est égale au montant de base total, multiplié d'abord par le coefficient du coût de la vie attribué au poste donné, et majoré, le cas échéant, du supplément d'indemnité de poste de vingt-cinq pour cent prévu lorsque le conjoint accompagne le conseiller scientifique et académique en poste et pour autant que ce conseiller scientifique et académique ne bénéficie pas d'une indemnité de même nature de son employeur.

Art. 31. § 1^{er}. Le conseiller scientifique et académique bénéficie d'une indemnité d'éloignement suivant le rang d'éloignement géographique dans lequel il est affecté par rapport à la Belgique.

L'indemnité d'éloignement couvre les frais d'éloignement non couverts ou incomplètement couverts par l'indemnité de base, et ce en proportion de l'éloignement du poste par rapport à la Belgique.

Les rangs d'éloignement et les montants de base de l'indemnité d'éloignement y afférents sont mis à jour annuellement par le SPF Affaires étrangères.

§ 2. Le montant de l'indemnité d'éloignement visé au paragraphe 1^{er} est majoré de :

1° cent pour cent si le conjoint ou le cohabitant légal ou de fait réside à titre principal avec le conseiller scientifique et académique en poste et pour autant que celui-ci ne bénéficie pas d'une indemnité de même nature de son employeur ;

2° cinquante pour cent en présence d'enfants pour lesquels le droit aux allocations familiales est ouvert dans le chef du conseiller scientifique et académique.

Art. 32. § 1^{er}. Les postes sont classés par rangs de pénibilité, qui sont au nombre de 6, le rang 1 étant caractérisé par le niveau de pénibilité le plus bas et le rang 6 par le niveau le plus élevé.

Le classement des postes par rang de pénibilité s'effectue sur la base des critères suivants :

1° les conditions climatiques ;

2° l'isolement social ;

3° la sécurité ;

4° la situation au niveau sanitaire et en matière d'environnement, pour autant que celle-ci soit susceptible d'avoir des effets néfastes sur la santé ;

5° la présence, l'accessibilité et la qualité des soins médicaux ;

6° la présence, l'accessibilité et la qualité des équipements matériels, tels que le logement et l'approvisionnement en biens de première nécessité.

Le SPF Affaires étrangères réévalue chaque année, au mois de décembre, le classement des postes par rang de pénibilité. Le nouveau classement établi suite à l'évaluation annuelle s'applique à partir du mois de février suivant.

§ 2. Le montant de l'indemnité de pénibilité visé au paragraphe 1^{er} est majoré de :

1° cinquante pour cent si le conjoint ou le cohabitant légal ou de fait réside à titre principal avec le conseiller scientifique et académique en poste et pour autant que qu'il ne bénéficie pas d'une indemnité de même nature de son employeur ;

2° vingt-cinq pour cent en présence d'enfants pour lesquels le droit aux allocations familiales est ouvert dans le chef du conseiller scientifique et académique.

Art. 33. Dans le cas où les conseillers scientifiques et académiques ont à leur charge un ou plusieurs enfants en commun et se trouvent tous deux en poste, la majoration pour enfants à charge visée aux articles 31, § 2, alinéa 2 et 32, § 2, alinéa 2, est uniquement allouée à l'un d'eux.

Section 3. — De l'indemnité temporaire de rapatriement

Art. 34. Le conseiller scientifique et académique affecté temporairement en Belgique dans les cas visés à l'article 25 bénéficie d'une indemnité de rapatriement pendant un délai maximum d'un an.

Cette indemnité est calculée sur base du salaire mensuel indexé et est égale à :

1° un dixième de ce montant pour les conseiller scientifique et académique célibataires, veufs ou divorcés qui n'ont pas d'enfant mineur à charge ;

2° un sixième de ce montant pour :

a) les conseillers scientifiques et académiques mariés ou en cohabitation légale ou de fait, sans enfant ou qui ont un enfant mineur à charge ;

b) les conseillers scientifiques et académiques célibataires, veufs ou divorcés qui ont un enfant mineur à charge ;

3° un cinquième de ce montant pour :

a) les conseillers scientifiques et académiques mariés ou en cohabitation légale ou de fait et qui ont au moins deux enfants mineurs à charge ;

b) les conseillers scientifiques et académiques célibataires, veufs ou divorcés qui ont au moins deux enfants mineurs à charge.

Section 4. — De l'indemnité complémentaire pour charge familiale

Art. 35. Le conseiller scientifique et académique qui exerce ses fonctions en dehors de la Belgique pendant au moins six mois consécutifs bénéficie d'une indemnité complémentaire mensuelle équivalente au double du montant de base des allocations familiales et des majorations suivantes :

1° un supplément d'âge mensuel ;

2° un supplément d'âge annuel ;

3° une prime de rentrée scolaire ;

4° des suppléments pour enfant handicapé.

L'indemnité complémentaire visée à l'alinéa 1^{er} continue à être octroyée aux conseillers scientifiques et académiques rentrés en Belgique dans les cas visés à l'article 25 uniquement pour les enfants âgés de moins de vingt et un ans qui poursuivent des études en-dehors de la Belgique.

Section 5. — De l'intervention dans les frais de crèche et de scolarité

Art. 36. Le conseiller scientifique et académique, lorsqu'il effectue ses prestations à l'étranger, bénéficie d'une intervention de Wallonie-Bruxelles International dans les frais de crèche qui dépassent les frais de garde d'une crèche agréée par l'Office de la naissance et de l'enfance en Belgique. Le montant pris en charge par Wallonie-Bruxelles International ne peut toutefois pas excéder le double de ce coût.

Art. 37. Le conseiller scientifique et académique, lorsqu'il effectue ses prestations à l'étranger, bénéficie d'une intervention de Wallonie-Bruxelles International dans les dépenses des frais de scolarité à l'étranger de l'enfant légalement à sa charge, qui fait partie de son ménage et qui est âgé de trois à dix-huit ans à condition qu'il ne bénéficie pas déjà d'une prise en charge complète ou partielle de ces frais par un tiers et dans les limites fixées sous la présente section.

Wallonie-Bruxelles International n'intervient pas dans les frais de scolarité donnés en Belgique.

Les frais de scolarité qui font l'objet d'une intervention par Wallonie-Bruxelles International sont les frais liés à la scolarité des enfants en raison de leur expatriation et qui leur permettent de bénéficier d'un enseignement équivalent à une scolarité donnée en Belgique.

Par exception à l'alinéa 1^{er}, Wallonie-Bruxelles International intervient dans les frais de scolarité :

- 1° à compter du début de l'année scolaire locale durant laquelle l'enfant atteint l'âge de trois ans ;
- 2° jusqu'à la fin de l'année scolaire locale durant laquelle l'enfant atteint l'âge de dix-huit ans ;
- 3° d'un enfant de plus de dix-huit ans afin qu'il termine la dernière année du cycle du secondaire.

Art. 38. Seules les études de plein exercice et dans un cadre reconnu par les autorités belges et du pays d'accueil peuvent donner lieu à l'intervention.

Les frais de scolarité admissibles sont liés à l'inscription aux cours, aux examens, aux cours de rattrapage scolaire et d'intégration. Ils excluent tous les frais relatifs aux livres et fournitures scolaires, aux uniformes, aux transports entre l'école et le domicile, aux excursions et à toutes les activités extrascolaires et parascolaires.

Les contributions obligatoires et non récupérables sont également considérées comme des frais scolaires admissibles, dans la mesure où l'agent apporte la preuve de leur caractère obligatoire et non récupérable.

Art. 39. Le remboursement des frais de scolarité admissibles ne peut pas dépasser le montant des frais qui seraient engendrés si l'enfant était inscrit dans la filière classique du lycée français ou d'une école qui dispense son enseignement dans une des autres langues officielles de Belgique dans la ville du poste.

Lorsque la ville du poste où l'enfant est scolarisé dispose de plusieurs lycées français, le remboursement des frais est à la hauteur de l'établissement le moins onéreux.

Lorsqu'il n'existe pas de lycée français dans la ville du poste où l'enfant est scolarisé, les plafonds d'intervention dans les frais de scolarité sont établis par l'Administrateur général sur base d'un comparatif des différents types d'établissements présents.

Art. 40. Les plafonds visés à l'article 39 peuvent être étendus dans les cas suivants :

- 1° l'enfant concerné accompagne le conseiller scientifique et académique en poste et accomplit sa scolarité dans la même ville ou agglomération ;
- 2° l'école répond à l'une des caractéristiques suivantes :
 - a) l'école choisie est l'école de référence la moins chère de la ville ou de l'agglomération du poste ;
 - b) l'école choisie est l'école de référence la moins chère considérant le contexte sécuritaire et la distance avec le logement ;
 - c) l'école choisie permet à l'enfant de poursuivre sa scolarité dans le même système éducatif jusqu'à la fin du cycle scolaire en cours, sauf si ce système éducatif a été volontairement choisi par les parents de l'enfant concerné.

L'école de référence, visée à l'alinéa 1^{er}, est le lycée français ou une école où l'enseignement est donné à titre principal en français ou dans une autre langue officielle de la Belgique ou, à défaut, une école anglophone.

Art. 41. Les frais de logement de l'enfant du conseiller scientifique et académique qui réside seul en Belgique en raison de sa scolarité sont pris en charge par Wallonie-Bruxelles International à concurrence d'un montant fixé par l'Administrateur général.

Par exception à l'alinéa 1^{er}, l'enfant qui réside seul en Belgique et qui y poursuit des études en internat dans le cadre de sa scolarité obligatoire bénéficie d'une prise en charge de ses frais de logement dans la limite visée à l'article 39, alinéa 3.

Section 6. — De l'intervention dans les frais de déménagement et d'installation

Art. 42. Les frais de déménagement du logement personnel du conseiller scientifique et académique sont pris en charge dans les cas suivants :

- 1° l'affectation dans un nouveau poste ;
- 2° le retour définitif en Belgique et dans les cas visés à l'article 25 ;
- 3° la fin d'un contrat de bail indépendante de la volonté du conseiller scientifique et académique ou en cas de modification de la composition familiale du conseiller scientifique et académique au cours de la période d'affectation au sein d'un poste justifiant le déménagement.

Dans le cas d'un déménagement consécutif à une prise de poste, Wallonie-Bruxelles International prend en charge les frais de voyage pour l'agent et sa famille selon les règles en vigueur. En outre, Wallonie-Bruxelles International intervient dans les frais de déménagement d'effets personnels à concurrence de quarante-cinq mètres cube par agent, augmenté de quatre mètres cube par enfant accompagnant en poste.

L'agent se charge de la prise de contact avec les déménageurs et de la mise en concurrence avec au moins trois sociétés. L'assurance déménagement est comprise dans l'offre. L'agent signe l'offre retenue d'un commun accord avec le support logistique de Wallonie-Bruxelles International et une avance au montant du devis est versée au conseiller scientifique et académique.

Art. 43. En cas de déménagement rendu nécessaire par une nouvelle affectation, une indemnité dite "d'installation" peut être allouée au conseiller scientifique et académique affecté à un poste à l'étranger ou en Belgique selon l'article 25.

Le conseiller scientifique et académique établit sa demande sous forme de déclaration de créance établie sur base des frais réels, accompagnée des pièces justificatives des débours. Le conseiller scientifique et académique envoie cette déclaration de créance à l'Administrateur général endéans les six mois suivant la date à laquelle le logement a été occupé.

Seules les dépenses faites à fonds perdus, c'est-à-dire dont l'objet est irrécupérable lorsque le conseiller scientifique et académique quitte définitivement le logement, sont prises en considération.

L'indemnité d'installation ne peut pas dépasser vingt-cinq pour cent du traitement du grade annuel brut indexé. Cette limite est portée à douze-et-demi pour cent lors d'une affectation à un poste à l'administration.

Section 7. — De l'intervention dans les frais de logement

Art. 44. § 1^{er}. Wallonie-Bruxelles International prend en charge le loyer du logement personnel du conseiller scientifique et académique dans son poste à l'étranger, moyennant l'application du plafond du loyer de référence maximum, et la quote-part personnelle restant à charge du conseiller scientifique et académique.

§ 2. Wallonie-Bruxelles International communique au conseiller scientifique et académique le montant du loyer de référence maximum du poste à l'étranger. Ce montant est déterminé sur base de la composition familiale du conseiller scientifique et académique et des loyers de référence à l'étranger. Les données-sources sont issues de la base de données relative au prix de l'immobilier résidentiel fournie par le prestataire spécialisé dont le référentiel est utilisé par le SPF Affaires étrangères.

Tout dépassement du montant du loyer de référence maximum communiqué par Wallonie-Bruxelles International est entièrement à la charge du conseiller scientifique et académique.

§ 3. Un « loyer de référence à l'étranger » est déterminé en rapport à la composition familiale de chaque conseiller scientifique et académique. Ainsi, le type de logement pris comme référence dépend de la composition familiale contenant une chambre pour le conseiller scientifique et académique et son ou sa conjointe s'il échet, une chambre par enfant et une chambre complémentaire.

Concernant la composition familiale, WBI prend en compte les personnes qui vivent en permanence en poste avec le conseiller scientifique et académique.

Le montant de l'indemnité de logement correspond à une moyenne du coût du loyer de référence à l'étranger.

Il s'agit d'une indemnité à montant fixe, revu chaque année. Tout dépassement du montant octroyé au conseiller scientifique et académique pour payer son loyer est entièrement à sa charge.

Cette nouvelle disposition entre en vigueur dès que survient une mutation, un nouveau contrat de bail, un déménagement ou une majoration du montant du loyer hors indexation.

La devise de référence pour le calcul de l'indemnité de logement est l'Euro.

Art. 45. Wallonie-Bruxelles International prend en charge uniquement les charges communes qui découlent de la location du logement personnel du conseiller scientifique et académique qui se situe dans un immeuble ou complexe comportant plusieurs logements.

Art. 46. Wallonie-Bruxelles International prend en charge la location d'un emplacement de parking ou de garage lié au logement personnel du conseiller scientifique et académique.

Art. 47. Wallonie-Bruxelles International prend en charge la commission d'agence immobilière pour la recherche du logement personnel à l'étranger, pour autant que, sauf circonstances exceptionnelles, cette commission d'agence immobilière ne dépasse pas l'équivalent d'un mois de loyer et qu'il s'agisse d'un déménagement consécutif à un changement de poste ou à une fin de contrat de bail indépendante de la volonté du conseiller scientifique et académique.

Art. 48. Wallonie-Bruxelles International intervient dans les frais de gardiennage et de sécurisation du logement personnel du conseiller scientifique et académique à l'étranger suivant le contexte sécuritaire de la ville où il se situe dans les conditions et moyennant l'application d'un plafond fixés par l'Administrateur général.

Section 8. — De l'intervention dans les frais de voyage et de déplacement

Art. 49. Seuls les frais de retour en congé en Belgique pour le conseiller scientifique et académique, son conjoint ou cohabitant légal ou de fait et leurs enfants sont remboursables par Wallonie-Bruxelles International après une durée minimale de douze mois de séjour ininterrompu en poste et dans la limite de billets de classe économique. La périodicité des retours varie de douze à trente-six mois en fonction du poste concerné. Les journées de voyage ne sont pas prises en compte dans le calcul des congés.

Le Comité de Direction, sur la proposition de l'Administrateur général, établit la durée de séjour ininterrompu et la périodicité des retours visés à l'alinéa 1^{er} par poste.

Art. 50. En vue de favoriser les contacts familiaux, Wallonie-Bruxelles International prend en charge les frais d'un voyage par an, dans la limite d'un billet de classe économique, vers le pays d'affectation du conseiller scientifique et académique, pour chacun de ses enfants scolarisés en dehors du pays d'affectation.

Le conseiller scientifique et académique ou l'autre parent de l'enfant peut effectuer lui-même le voyage susmentionné à la place de l'enfant vers le pays où l'enfant est scolarisé. Cette possibilité d'échange peut être utilisée uniquement une fois par an et par famille. L'échange du droit au retour entre enfants n'est pas autorisé.

Art. 51. Le conseiller scientifique et académique qui effectue des déplacements professionnels avec son véhicule personnel a droit à une indemnité pour l'utilisation de celui-ci. Cette indemnité, propre à chaque pays, est calculée sur base du kilométrage réellement effectué multiplié par l'indemnité kilométrique définie par kilomètre parcouru et fournie par Wallonie-Bruxelles International.

Art. 52. Wallonie-Bruxelles International prend financièrement en charge les frais liés à l'assurance omnium du véhicule personnel du conseiller scientifique et académique à condition d'utiliser cette assurance dans le cadre de ses déplacements professionnels et moyennant l'application d'un plafond fixé par Wallonie-Bruxelles International.

Section 9. — De l'indemnité pour frais de dernière maladie et de funérailles

Art. 53. En cas de décès d'un membre du personnel de la carrière extérieure, il est liquidé au profit de la ou des personnes qui a ou ont exposé les frais de dernière maladie et de funérailles, une indemnité égale à un mois de tous les émoluments du défunt, soit le traitement net, l'indemnité de poste et le supplément de vingt-cinq pour cent.

CHAPITRE 6. — Des congés

Art. 54. Le nombre de jours de congé annuel auquel du conseiller scientifique et académique en poste à l'étranger a droit est déterminé par le rang de pénibilité attribué à chaque visé à l'article 32, § 1^{er}.

Le conseiller scientifique et académique a droit au régime de congé annuel suivant :

- 1° trente et un jours ouvrables de congé pour les postes classés aux rangs de pénibilité 1 et 2 ;
- 2° trente-huit jours ouvrables de congé pour les postes classés aux rangs de pénibilité 3 et 4 ;
- 3° quarante-cinq jours ouvrables de congé pour les postes classés aux rangs de pénibilité 5, 6 et 7.

Le conseiller scientifique et académique peut reporter maximum nonante jours ses congés annuels à l'année suivante, sauf dérogation autorisée par l'Administrateur général.

Les conseillers scientifiques et académiques affectés à l'administration centrale dans les cas visés à l'article 23, bénéficient du quota de congé annuel prévu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel de Wallonie-Bruxelles International.

CHAPITRE 7. — Dispositions transitoires et finales

Art. 55. La procédure de désignation prévue à l'article 7 est mise en œuvre endéans un délai d'un mois à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté. Il s'agit d'une procédure unique.

Art. 56. Pour l'agent de liaison scientifique en poste lors de l'entrée en vigueur du présent arrêté, ce dernier lui est directement applicable.

Art. 57. L'agent de liaison scientifique en activité à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté conserve au moins le traitement de base qu'il avait obtenu dans son ancienne carrière pécuniaire.

Art. 58. Lors du premier appel à candidature organisé sur pied de l'article 8 du présent arrêté, sont constituées une liste de lauréats issus de Wallonie-Bruxelles International et une liste de lauréats qui ne sont pas issus de Wallonie-Bruxelles International. La liste des lauréats issus du personnel de Wallonie-Bruxelles International est prioritaire pour l'affectation des postes.

Art. 59. Le Ministre qui a les relations internationales dans ses attributions et le Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 25 janvier 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2024/003324]

25. JANUAR 2024 — Erlass der Wallonischen Regierung mit administrativen und finanziellen Bestimmungen für die Laufbahn der wissenschaftlichen und akademischen Berater von "Wallonie-Bruxelles International" im Außendienst

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Zusammenarbeitsabkommens vom 20. März 2008 zwischen der Französischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt zur Bildung einer gemeinsamen Körperschaft für die internationalen Beziehungen Wallonie-Bruxelles, Artikel 4;

Aufgrund des Dekrets vom 9. Mai 2008 zur Zustimmung zu dem Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Französischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt zur Bildung einer gemeinsamen Körperschaft für die internationalen Beziehungen Wallonie-Bruxelles;

Aufgrund des Gesetzes vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder von Wallonie Bruxelles International;

Aufgrund des Berichts vom 13. Juli 2023, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der am 12. Juli 2023 abgegebenen Stellungnahme der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 20. Juli 2023 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 20. Oktober 2023 abgeschlossenen Verhandlungsprotokolls Nr. 848 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von 30 Tagen, in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, dass der Antrag auf ein Gutachten am 8. Januar 2025 unter der Nummer 75.300/4 in die Liste der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrats eingetragen wurde;

Aufgrund des Beschlusses der Gesetzgebungsabteilung vom 9. Januar 2024, gemäß Artikel 84 § 5 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat keine Stellungnahme innerhalb der erbetenen Frist abzugeben;

Auf Vorschlag des Ministerpräsidenten und der Ministerin für den öffentlichen Dienst;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL 1 — Anwendungsbereich und Definitionen

Artikel 1 - § 1. Die Verwendung der männlichen Form für die verschiedenen Dienstgrade und Funktionen in diesem Erlass ist im Hinblick auf die Lesbarkeit des Textes ungeachtet der Bestimmungen des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 21. Juni 1993 über die Feminisierung von Berufs-, Funktions-, Besoldungs- oder Titelbezeichnungen geschlechtsneutral.

§ 2. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "Zentralverwaltung": die Gesamtheit der in Belgien gelegenen Büros von Wallonie-Bruxelles International;

2° "der Generalverwalter": der Generalverwalter von Wallonie-Bruxelles International;

3° "Außendienst": die berufliche Laufbahn des Personals, das unbefristet mit einem Vertrag nach belgischem Recht unter Bezugnahme auf das Gesetz vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge eingestellt und dauerhaft in einen Posten als wissenschaftlicher und akademischer Berater von Wallonie-Bruxelles International eingesetzt wird;

4° "Familienzusammensetzung": der wissenschaftliche und akademische Berater, sein Ehepartner oder gesetzlich oder faktisch zusammenwohnender Partner und die Kinder, die mit dem wissenschaftlichen und akademischen Berater ihren Hauptwohnsitz in der Außendienststelle haben;

5° "Direktionsausschuss": der Direktionsausschuss von Wallonie-Bruxelles International;

6° "Versetzung": jede Änderung des Amtssitzes des wissenschaftlichen und akademischen Beraters.

7° "WBI": Wallonie-Bruxelles International;

8° AWEX: die Wallonische Agentur für Export und ausländische Investitionen ("Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers");

9° der FÖD Auswärtige Angelegenheiten: der Föderale Öffentliche Dienst Auswärtige Angelegenheiten.

Zu Absatz 1 Ziffer 4: Die Berücksichtigung von Kindern endet in jedem Fall mit dem Ende des Bezugs von Kindergeld für sie.

Art. 2 - Dieser Erlass gilt für Personalmitglieder, die im Personalstatut von WBI aufgeführt sind und als wissenschaftliche und akademische Berater eingestellt wurden.

Art. 3 - Die wissenschaftlichen und akademischen Berater werden von den Aufsichtsministern auf Vorschlag des Direktionsausschusses eingesetzt.

Die wissenschaftlichen und akademischen Berater haben einen Arbeitsplatz in der Generaldelegation Wallonie-Bruxelles, die am Ort ihrer Zuweisung präsent ist. Wenn keine Generaldelegation Wallonie-Bruxelles vor Ort existiert, nehmen die wissenschaftlichen und akademischen Berater in der Prioritätsreihenfolge einen Arbeitsplatz entweder im Wirtschafts- und Handelsbüro der Wallonischen Agentur für Export und ausländische Investitionen, in der belgischen Botschaft oder an jedem anderen Ort ein, der für ihre Aufgabe geeignet ist.

Die wissenschaftlichen und akademischen Berater sind verantwortlich für die internationale Förderung der Hochschul-, Forschungs- und Innovationssysteme der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft in ihren Zuweisungsgebieten, in Synergie mit den diplomatischen Missionen und konsularischen Posten des belgischen Staates und den internationalen Vertretungen der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft.

Art. 4 - Angesichts der beruflichen Qualifikation, die für die klar definierte Tätigkeit der wissenschaftlichen und akademischen Berater erforderlich ist, stellen die von ihnen ausgeführten Aufgaben dar, die besondere Kompetenzen im Sinne von Artikel 2 § 1 Ziffer 4 und § 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts des Personals von Wallonie-Bruxelles International erfordern.

Art. 5 - Die wissenschaftlichen und akademischen Berater sind für folgende Aufgaben zuständig:

1° sie gewährleisten eine wissenschaftliche und akademische Diplomatie sowie die internationale Zusammenarbeit in diesen Bereichen, indem sie:

a) zur Stärkung der Attraktivität und Sichtbarkeit des Hochschulwesens sowie der Forschung und Innovation in der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft beitragen;

b) die internationale Ausstrahlung der akademischen und wissenschaftlichen Akteure der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft gewährleisten;

c) Talente in die Wallonische Region und die Französische Gemeinschaft durch Förderung der verschiedenen bestehenden Stipendienprogramme anziehen;

d) die Kontaktaufnahme und Zusammenarbeit mit ausländischen Forschungs-, Innovations- und Hochschuleinrichtungen erleichtern;

e) auf Ersuchen von Akteuren in den Bereichen Bildung, Forschung und Innovation die akademischen und wissenschaftlichen Aspekte von internationalen Missionen, die vom WBI koordiniert werden, und von offiziellen belgischen Missionen unterstützen und vorbereiten;

f) die Referenzierung und Vernetzung von Akteuren aus den Bereichen Wissenschaft, Forschung und Innovation durch Maßnahmen zur Aufwertung von Projekten und die Teilnahme an Messen und Ausstellungen gewährleisten;

g) auf Ersuchen der Regierung, des Ministers für internationale Beziehungen, von WBI oder akademischer und wissenschaftlicher Akteure den Aufbau bilateraler Abkommen und Forschungsprojekte unterstützen;

h) eine gezielte akademische und wissenschaftliche Beobachtung durchführen;

i) die Internationalisierung der Hochschuleinrichtungen der Französischen Gemeinschaft, d. h. der Universitäten, Hochschulen und Kunsthochschulen, durch Förderung neuer Kooperationen und Stärkung bestehender Partnerschaften, auch untereinander und im Rahmen der Förderung der französischen Sprache unterstützen;

2° sie stärken die wissenschaftliche und akademische Diplomatie, um sie zu einem Schlüsselinstrument der wirtschaftlichen und kommerziellen Entwicklung in Partnerschaft mit der AWEX zu machen, und fördern die Entwicklung von europäischen Forschungs- und Innovationsprojekten, indem sie:

a) die Entwicklung von Finanzierungsprogrammen unterstützen, die mit den Prioritäten der Strategie der intelligenten Spezialisierung der Wallonischen Region im Einklang stehen, und bestehende Finanzierungsquellen fördern;

b) die Internationalisierung von Kompetenzzentren in der Wallonischen Region unterstützen;

c) gemeinsame Missionen mit der AWEX im Hinblick auf offene Innovation in Sektoren, die für die wirtschaftliche Entwicklung der Region Wallonien von vorrangiger Bedeutung sind, organisieren;

d) zu den AWEX-Invest- und Exportdossiers durch Forschungs- und Entwicklungspartnerschaften vor der Vermarktungs- oder Investitionsphase beitragen, um das für das Projekt am besten geeignete innovative Ökosystem zu identifizieren;

e) die Präsenz und Sichtbarkeit der Akteure der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft in den europäischen Forschungs- und Innovationsprogrammen und den internationalen Forschungsnetzen in Partnerschaft mit allen beteiligten Akteuren stärken;

f) Jungunternehmer und Strukturen, die sie bei ihrer internationalen Entwicklung unterstützen, begleiten;

3° jeder wissenschaftliche und akademische Berater übermittelt außerdem, sobald die Situation es erfordert, mindestens jedoch einmal pro Quartal, seiner Generaldirektion, den für Wallonie-Bruxelles International zuständigen Aufsichtsministern, dem für Hochschulbildung und wissenschaftliche Forschung zuständigen Minister der Französischen Gemeinschaft und dem für Wirtschaft, Forschung und Innovation zuständigen Minister der Wallonie einen Bericht über die wissenschaftliche und akademische Überwachung auf der Grundlage der durchgeführten Maßnahmen und der ermittelten Möglichkeiten;

4° sie verwalten die Haushaltsmittel und die Buchhaltung, für die sie verantwortlich sind, unter Einhaltung der Buchführungs- und Haushaltsnormen und der Verwaltungsanweisungen;

5° ein wissenschaftlicher und akademischer Berater, der an einem Drittort angesiedelt ist, bei dem es sich nicht um eine Generaldelegation, ein Wirtschafts- und Handelsbüro oder eine Botschaft handelt, verwaltet die ihm zur Verfügung gestellten Humanressourcen sowie die mobilen und immobilen Ressourcen unter Einhaltung der geltenden Rechtsvorschriften optimal.

KAPITEL 2 — C. Auswahlverfahren

Abschnitt 1 — Auswahlbedingungen und -verfahren

Art. 6 - Zu den Auswahlprüfungen für wissenschaftliche und akademische Berater werden Bewerber zugelassen, die folgende Voraussetzungen erfüllen:

1° ihren Wohnsitz in der Europäischen Union haben.

2° ein den Anforderungen des Amtes entsprechendes Verhalten an den Tag legen;

3° im Besitz der zivilen und politischen Rechte sein;

4° über eine mindestens sechsjährige Berufserfahrung verfügen, die mit den in Artikel 5 genannten Aufgaben in Zusammenhang steht;

5° Inhaber eines Diploms oder eines Studienzeugnisses sein, das den Zugang zu einer Stelle in der Stufe A eröffnet.

Die in Absatz 1 genannten Bedingungen sind spätestens an dem Tag erfüllt, der für den Anmeldeschluss des Auswahlverfahrens festgelegt wurde.

Die in Artikel 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder von Wallonie Bruxelles International erwähnten Bedingungen sind an dem Tag erfüllt, der für den Abschluss der Anmeldungen zum Auswahlverfahren festgelegt wurde.

Art. 7 - § 1. Die Auswahl für die vorläufig ernannten wissenschaftlichen und akademischen Berater wird gemäß Artikel 55 organisiert und von einer Jury unter dem Vorsitz des Generalverwalters durchgeführt, die aus einem Mitglied des Direktionsausschusses von WBI sowie zusätzlich drei externen Personen besteht, die Fachleute für die betreffenden Themen sind.

Die drei in Absatz 1 genannten externen Personen müssen über mindestens acht Jahre Erfahrung in Bezug auf die für die Ausübung der Funktion erforderlichen Kompetenzen verfügen, wobei eine Person über acht Jahre Erfahrung in der Forschung, eine Person über acht Jahre Erfahrung im Bereich Innovation und eine Person über acht Jahre Erfahrung im akademischen Sektor verfügen muss.

Um die Geschlechtermischung zu gewährleisten, darf der Prüfungsausschuss zu nicht mehr als zwei Dritteln aus Mitgliedern desselben Geschlechts bestehen.

Ist der Vorsitzende der Jury abwesend, so wird der Vorsitz von dem Mitglied des Direktionsausschusses von WBI gewährleistet. Bei Abwesenheit des Mitglieds des Direktionsausschusses von WBI wird dieses durch ein anderes Mitglied des Direktionsausschusses von WBI ersetzt. Wenn eines der drei anderen Jurymitglieder abwesend ist, wird es durch eine Person mit dem erforderlichen Profil ersetzt.

Die Entscheidung der Jury erfolgt kollegial, wobei jedes Jurymitglied alle im Funktionsprofil aufgeführten Kompetenzen bewertet.

§ 2. Der interne Aufruf zur Einreichung von Bewerbungen, die Funktionsbeschreibung und das Auswahlverfahren, einschließlich der Zusammensetzung der Jury, sind Gegenstand einer Validierung durch die Aufsichtsminister.

§ 3. Die Jury organisiert die Auswahlprüfung(en), die es ihr ermöglicht bzw. ermöglichen, folgendes festzustellen:

1° die Managementfähigkeiten der Bewerber;

2° die organisatorischen Fähigkeiten der Bewerber;

3° die fachlichen Fähigkeiten der Bewerber;

4° die Persönlichkeit der Bewerber;

5° die Motivation der Bewerber.

Der vorgenannte Aufruf zur Einreichung von Bewerbungen kann gegebenenfalls aus mehreren Prüfungen bestehen, die in dem Aufruf zur Einreichung von Bewerbungen und im Auswahlverfahren klar benannt werden.

§ 4. Auf der Grundlage der Auswahlprüfung(en) verfasst die Jury einen schriftlichen und begründeten Bericht an den Direktionsausschuss, in dem die Fähigkeiten der einzelnen Kandidaten wiedergegeben und die Bewerber in die beiden Kategorien "geeignet" und "nicht geeignet" eingeteilt werden. Dieser Bericht wird an die Aufsichtsminister weitergeleitet, die die Einstufung der Bewerber bestätigen.

§ 5. Auf Vorschlag des Direktionsausschusses bestätigen die Aufsichtsminister den erfolgreichen Bewerber unter den von der Jury für geeignet befundenen Bewerbern endgültig in der bereits vorläufig besetzten Stelle.

Art. 8 - § 1. Die Auswahl für die wissenschaftlichen und akademischen Berater wird von einer Jury unter dem Vorsitz des Generalverwalters organisiert und durchgeführt. Diese Jury setzt sich aus einem Mitglied des Direktionsausschusses sowie drei externen Fachleuten aus den jeweiligen Fachgebieten und zwei Mitgliedern der zuständigen Ministerien zusammen.

Die drei in Absatz 1 genannten externen Personen müssen über mindestens acht Jahre Erfahrung in Bezug auf die für die Ausübung der Funktion erforderlichen Kompetenzen verfügen, wobei eine Person über acht Jahre Erfahrung in der Forschung, eine Person über acht Jahre Erfahrung im Bereich Innovation und eine Person über acht Jahre Erfahrung im akademischen Sektor verfügen muss.

Um die Geschlechtermischung zu gewährleisten, darf der Prüfungsausschuss zu nicht mehr als zwei Dritteln aus Mitgliedern desselben Geschlechts bestehen.

Ist der Vorsitzende der Jury abwesend, so wird der Vorsitz von dem Mitglied des Direktionsausschusses von WBI gewährleistet. Bei Abwesenheit des Mitglieds des Direktionsausschusses von WBI wird dieses durch ein anderes Mitglied des Direktionsausschusses von WBI ersetzt. Wenn eines der drei anderen Jurymitglieder abwesend ist, wird es durch eine Person mit dem erforderlichen Profil ersetzt.

Die Entscheidung der Jury erfolgt kollegial, wobei jedes Jurymitglied alle im Funktionsprofil aufgeführten Kompetenzen bewertet.

§ 2. Der interne und externe Aufruf zur Einreichung von Bewerbungen, die Funktionsbeschreibung, der Zuweisungsort und das Auswahlverfahren, einschließlich der Zusammensetzung der Jury, sind Gegenstand einer Validierung durch die Aufsichtsminister.

§ 3. Die Jury organisiert die Auswahlprüfung(en), die es ihr ermöglicht bzw. ermöglichen, folgendes festzustellen:

1° die Managementfähigkeiten der Bewerber;

2° die organisatorischen Fähigkeiten der Bewerber;

3° die fachlichen Fähigkeiten der Bewerber;

4° die Persönlichkeit der Bewerber;

5° die Motivation der Bewerber.

Die oben genannte Auswahl kann gegebenenfalls aus mehreren Prüfungen bestehen, die in dem Aufruf zur Einreichung von Bewerbungen und im Auswahlverfahren klar benannt werden, wobei der Ort bzw. die Orte der Zuweisung, an denen Stellen frei sind, berücksichtigt werden.

§ 4. Auf der Grundlage der Auswahlprüfung(en) stuft der Prüfungsausschuss die Bewerber nach der erreichten Punktzahl ein und übermittelt dem Direktionsausschuss die Liste der erfolgreichen Bewerber, die die aus dem Auswahlverfahren hervorgegangene Reserve bilden.

§ 5. Auf Vorschlag des Direktionsausschusses benennen die Aufsichtsminister den erfolgreichen Bewerber auf der Grundlage der in Paragraph 4 vorgenommenen Einstufung in die zu vergebende Stelle. Diese Benennung umfasst auch den Ort der Zuweisung.

§ 6. Nicht zugewiesene erfolgreiche Bewerber werden gemäß Abschnitt 2 des vorliegenden Erlasses in die Reserve für eine künftige Zuweisung aufgenommen.

Abschnitt 2 — Die Einstellungsreserve

Art. 9 - Die erfolgreichen Teilnehmer an den Auswahlprüfungen werden in eine Einstellungsreserve aufgenommen. Die erfolgreiche Teilnahme an den Prüfungen bleibt drei Jahre lang ab dem Datum des endgültigen Berichts über die Prüfungsergebnisse gültig.

Vor Ablauf der in Absatz 1 festgelegten Frist kann der Direktionsausschuss von WBI auf Vorschlag des Generalverwalters die Gültigkeitsdauer der Einstellungsreserve höchstens zweimal um jeweils ein Jahr verlängern.

Art. 10 - Im Rahmen des Versetzungsverfahrens nach den Artikeln 17 bis 23 über die Zuweisung zu freien Stellen können erfolgreiche Prüfungsteilnehmer, die in die Einstellungsreserve aufgenommen wurden, in der Reihenfolge ihrer Rangfolge für eine Einstellung berücksichtigt werden. Bewerber, die bereits im Außendienst beschäftigt sind, werden dabei vorrangig berücksichtigt.

In Abweichung von Absatz 1 kann der Aufsichtsminister auf Vorschlag des Direktionsausschusses und durch einen begründeten Beschluss von der Rangfolge der erfolgreichen Prüfungsteilnehmer abweichen, und zwar aufgrund der Kenntnis einer Sprache, die von den erfolgreichen Prüfungsteilnehmern bei den Auswahlprüfungen gewählt wurde und die der Landessprache des Landes entspricht, in dem der Posten des wissenschaftlichen und akademischen Beraters zu besetzen ist.

Die in Artikel 6 Absatz 1 Ziffern 1 bis 3 genannten Bedingungen werden vor der Aufnahme der Tätigkeit erneut überprüft.

Art. 11 - Der erfolgreiche Prüfungsteilnehmer kann eine ihm angebotene Außendienststelle als wissenschaftlicher und akademischer Berater einmal ablehnen. Bei der zweiten Ablehnung wird der erfolgreiche Prüfungsteilnehmer von der Einstellungsreserve ausgeschlossen.

Abschnitt 3 — Ausbildung und Bewertung nach der Einstellung

Art. 12 - Erfolgreiche Prüfungsteilnehmer eines Auswahlverfahrens für wissenschaftliche und akademische Berater absolvieren eine mindestens sechsmontatige Ausbildung innerhalb der Zentralverwaltung. Das Ende der Ausbildung ist auf den Beginn des akademischen Jahres der betreffenden Stelle im Außendienst abgestimmt. Nach Abschluss ihrer Ausbildung werden die wissenschaftlichen und akademischen Berater einer Bewertung unterzogen. Wenn die Bewertung positiv ausfällt, werden sie der Außendienststelle zugewiesen. Wissenschaftliche und akademische Berater, die bereits eine Außendienststelle im Ausland innehaben, nehmen nicht an der Ausbildung in der Zentralverwaltung teil. Während seiner Ausbildungszeit organisiert der wissenschaftliche und akademische Berater mindestens eine Erkundungsreise in das Land seiner Zuweisung.

Art. 13 - Der wissenschaftliche und akademische Berater wird auf der Grundlage der Vorschriften des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts des Personals von Wallonie Bruxelles International und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder von Wallonie Bruxelles International beurteilt.

KAPITEL 3 — *Administrative Bestimmungen*

Abschnitt 1 — Amtssitz und Versetzungen

Unterabschnitt 1 — Ort und der Dauer der Zuweisung

Art. 14 - § 1. Auf Vorschlag des Direktionsausschusses weisen die Aufsichtsminister die wissenschaftlichen und akademischen Berater den als zu besetzen erklärten Außendienststellen zu.

Der Ort der Zuweisung bestimmt den Verwaltungssitz für die Erfüllung der in Artikel 5 festgelegten Aufgaben im Ausland.

Die vom Generalverwalter als zu besetzen erklärten Außendienststellen für wissenschaftliche und akademische Berater werden in der folgenden Rangfolge besetzt:

- 1° von den wissenschaftlichen und akademischen Beratern, die in der Zentralverwaltung tätig sind;
- 2° von den wissenschaftlichen und akademischen Beratern, die in einem anderen akademischen und wissenschaftlichen Verbindungsbüro im aktiven Dienst stehen, wenn sie vom Direktionsausschuss für eine Maßnahme der internen Mobilität ausgewählt wurden;
- 3° von erfolgreichen Teilnehmern des Auswahlverfahrens, die einer Einstellungsreserve gemäß Artikel 9 angehören, sofern sie Interesse an der vorgeschlagenen Zuweisung zeigen.

§ 2. Der Direktionsausschuss erstellt eine begründete Stellungnahme zu den Bewerbern auf der Grundlage objektiver Kriterien, die im Vorfeld in Absprache mit den Aufsichtsministern festgelegt wurden. Die begründete Stellungnahme wird allen Bewerbern zugestellt.

Art. 15 - Der Direktionsausschuss kann auf begründeten Vorschlag des Generalverwalters den Amtssitz des wissenschaftlichen und akademischen Beraters im Rahmen der Ausübung der Tätigkeit im Außendienst in folgenden Fällen ändern:

- 1° Fälle höherer Gewalt;
- 2° Sicherheitsgründe;
- 3° Notwendigkeit einer Neuzuweisung;
- 4° Auslandseinsätze, die spezifisches internationales Fachwissen erfordern und ganz oder teilweise in die in Artikel 5 genannten Aufgaben fallen.

Art. 16 - § 1. Die Dauer der Zuweisung eines wissenschaftlichen und akademischen Beraters für eine Außendienststelle wird auf vier Jahre festgelegt, die einmal verlängert werden können, gemäß den in Absatz 2 festgelegten Bedingungen, mit Zustimmung der Aufsichtsminister, in Absprache mit dem wissenschaftlichen und akademischen Berater und auf Vorschlag des Direktionsausschusses von WBI gemäß den in Artikel 22 genannten Modalitäten.

§ 2. Die maximale Dauer der Zuweisung von vier Jahren für eine Außendienststelle kann in den folgenden Fällen verlängert werden:

- 1° der wissenschaftliche und akademische Berater erreicht das gesetzliche Rentenalter innerhalb von zwei Jahren nach Erreichen der maximalen Zuweisungsdauer für eine Außendienststelle;
- 2° der Direktionsausschuss nimmt den begründeten Antrag eines wissenschaftlichen und akademischen Beraters an, der während einer zweiten Laufzeit von vier Jahren auf der Außendienststelle bleiben möchte, sofern kein anderer wissenschaftlicher und akademischer Berater eine für diesen Posten berücksichtigte Bewerbung einreicht.

Unterabschnitt 2 — Versetzung

Art. 17 - Aufeinanderfolgende Versetzungen sind ein fester Bestandteil der Laufbahn im Außendienst eines wissenschaftlichen und akademischen Beraters.

Art. 18 - Nach Ablauf der maximalen Zuweisungsdauer der Stelle des wissenschaftlichen und akademischen Beraters und mit Ausnahme des in Artikel 16 § 2 1Ziffer 1 genannten Falles wird die Stelle automatisch für frei erklärt und zur Versetzung freigegeben.

Die maximale Dauer der Zuweisung in eine Außendienststelle ist erreicht, wenn der Zeitraum zwischen dem offiziellen Datum des Dienstantritts des wissenschaftlichen und akademischen Beraters in der von ihm besetzten Stelle und dem geplanten Datum des Dienstantritts in einer zu besetzenden Stelle gleich lang oder länger ist als die maximale Dauer der Zuweisung, die für die Stelle des wissenschaftlichen und akademischen Beraters, die der wissenschaftliche und akademische Berater derzeit besetzt, festgelegt ist.

Art. 19 - Das Versetzungsverfahren wird durch ein Schreiben des Generalverwalters an alle wissenschaftlichen und akademischen Berater eingeleitet. Alle vier Jahre ruft der Generalverwalter des WBI die wissenschaftlichen und akademischen Berater dazu auf, innerhalb der akademischen, wissenschaftlichen und technologischen Verbindungsbüros eine interne Mobilität anzustreben oder in die Zentralverwaltung zurückzukehren.

Abweichend von Absatz 1 kann eine offizielle Zuweisung eines wissenschaftlichen und akademischen Beraters innerhalb der Außendienststelle eines wissenschaftlichen und akademischen Beraters jederzeit auf der Grundlage eines Beschlusses der Aufsichtsminister auf Vorschlag des Direktionsausschusses in den folgenden Fällen erfolgen:

- 1° Versetzung in den Ruhestand eines wissenschaftlichen und akademischen Beraters im aktiven Außendienst;
- 2° langfristige Arbeitsunfähigkeit eines wissenschaftlichen und akademischen Beraters im aktiven Außendienst;
- 3° Rücktritt, Entlassung oder jede andere Art der Beendigung des Arbeitsvertrags des wissenschaftlichen und akademischen Beraters im aktiven Außendienst;
- 4° Entscheidung über die Reorganisation der Abteilungen von Wallonie-Bruxelles International in Belgien oder im Ausland.

Art. 20 - In anderen Fällen verfügen die wissenschaftlichen und akademischen Berater über eine Mindestfrist von fünfzehn Tagen ab dem Datum des in Artikel 18 § 1 Ziffer 1 genannten Schreibens, um ihre Bewerbung für eine Versetzung einzureichen.

Art. 21 - Ein wissenschaftlicher und akademischer Berater muss die folgenden kumulativen Bedingungen erfüllen, andernfalls ist seine Bewerbung um eine Versetzung unzulässig:

- 1° die für eine Bewerbung um eine Versetzung vorgesehene vierjährige Dienstzeit erreicht haben;
- 2° zum Zeitpunkt der Bewerbung über eine positive Bewertung gemäß Artikel 13 verfügen;
- 3° eine vollständige Bewerbungsakte innerhalb der in Artikel 20 genannten Fristen einreichen;
- 4° seiner Bewerbung die folgenden Dokumente beifügen:
 - a) einen aktuellen Lebenslauf, dem der wissenschaftliche und akademische Berater ggf. einen oder mehrere Sprachnachweise beifügt ;
 - b) ein ausführliches Motivationsschreiben, das sich auf die Außendienststelle(n) als wissenschaftlicher und akademischer Berater bezieht, auf die er sich bewirbt.

Zu Absatz 1 Ziffer 4 Buchstabe b: In diesem Motivationsschreiben erläutert der wissenschaftliche und akademische Berater seine Vision für die betreffende(n) Außendienststelle(n).

Art. 22 - Auf Vorschlag der Koordinierungsstelle am Hauptsitz entscheidet der Direktionsüber die Versetzungsanträge auf der Grundlage der folgenden Zuteilungskriterien:

- 1° die Anforderungen der Funktion, die mit der Tätigkeit auf internationaler Ebene verbunden sind;
- 2° die Erfahrung des Bewerbers;
- 3° die letzte tatsächliche Bewertung des Bewerbers;
- 4° ggf. die Kenntnisse der im Einsatzland nützlichen Sprachen oder das Engagement, diese zu verbessern;
- 5° die Motivation des Bewerbers;
- 6° die Übereinstimmung zwischen dem Profil des Bewerbers und den Besonderheiten der geplanten Außendienststelle.

Die Entscheidung der Aufsichtsminister auf Vorschlag des Direktionsausschusses über die Zuweisung innerhalb einer Außendienststelle gilt als der Änderung des Amtssitzes des wissenschaftlichen und akademischen Beraters, einschließlich der Änderung seiner finanziellen Situation.

Bleiben Außendienststellen nach Abschluss des Versetzungsaufrufs unbesetzt, kann der Direktionsausschuss auf die erfolgreichen Bewerber der Einstellungsreserve nach Artikel 9 zurückgreifen.

Art. 23 - Mit Ausnahme der in Artikel 16 § 2 Ziffern 1 und 2 genannten Fälle und sofern er keine Versetzung beantragt hat, wird der wissenschaftliche und akademische Berater, dessen Außendienststelle für frei erklärt wird, unter den in den Artikeln 24 bis 26 festgelegten Bedingungen vorübergehend der Zentralverwaltung zugewiesen.

Unterabschnitt 3 — Die vorübergehende Zuweisung zur zentralen Verwaltung

Art. 24 - § 1. Der Generalverwalter kann in folgenden Fällen beschließen, einen wissenschaftlichen und akademischen Berater in die Zentralverwaltung zurückzuberufen und ihm vorübergehend eine Funktion zuzuweisen, die seinen Fähigkeiten entspricht:

- 1° bei höherer Gewalt;
- 2° bei Sicherheitsproblemen, Krankheiten oder Gesundheitskrisen, die die Arbeit des wissenschaftlichen und akademischen Beraters beeinträchtigen;
- 3° im Falle des Beschlusses zur Schließung der Außendienststelle eines wissenschaftlichen und akademischen Beraters;
- 4° die Bekanntmachung von zu besetzenden Stellen gemäß Artikel 19;
- 5° jeder andere zwingende Grund oder im Interesse von Wallonie-Bruxelles International.

Der Generalverwalter berücksichtigt alle besonderen Zwänge, die mit der Situation des wissenschaftlichen und akademischen Beraters verbunden sind.

Der wissenschaftliche und akademische Berater erhält eine offizielle Benachrichtigung.

§ 2. Der vorübergehend einer Stelle in Belgien zugewiesene wissenschaftliche und akademische Berater wird bei allen frei gewordenen Außendienststellen vorrangig konsultiert.

Art. 25 - Der wissenschaftliche und akademische Berater, der vorübergehend einer Stelle in Belgien zugewiesen wird, erhält für eine Frist von höchstens einem Jahr eine Rückführungsentschädigung.

Nach Ablauf dieser Frist unterliegt die finanzielle Situation des wissenschaftlichen und akademischen Beraters den Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder von Wallonie Bruxelles International. Er genießt die gleichen finanziellen Bedingungen wie die in Belgien tätigen Bediensteten der gleichen Stufe, die nicht im Außendienst tätig sind.

Er erhält von Wallonie-Bruxelles International eine Beteiligung für die Kindergarten- und Schulgebühren seiner Kinder in Belgien oder im Ausland unter den in den Artikeln 36 bis 41 genannten Bedingungen und Grenzen für eine Dauer von maximal zwei Jahren ab der Rückkehr. Bei einer Einschulung in Belgien wird der Zuschuss von Wallonie-Bruxelles International bis zu dem in Artikel 36 für Belgien genannten Höchstbetrag gewährt.

Er erhält innerhalb eines Jahres nach seiner Rückkehr einen Zuschuss zu den Einrichtungskosten gemäß den in Artikel 43 genannten Bedingungen.

Abschnitt 2 — Die Bewertung

Art. 26 - Bei jeder Zuweisung zu einer Außendienststelle erstellt der Generalverwalter spätestens drei Monate nach der Zuweisung in Zusammenarbeit mit dem wissenschaftlichen und akademischen Berater ein Auftragschreiben, in dem die zu erreichenden allgemeinen und operativen Ziele festgelegt werden. Die Auftragsminister bestätigen das Auftragschreiben.

Art. 27 - § 1. Die Bewertung der wissenschaftlichen und akademischen Berater erfolgt gemäß der Häufigkeit, den Modalitäten für die Vergabe der Bewertung und den Einspruchsmöglichkeiten, die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder von Wallonie Bruxelles International vorgesehen sind. Die Bewertung der wissenschaftlichen und akademischen Berater basiert auf den im Auftragschreiben festgelegten Zielen, aber auch auf allgemeinen Kriterien, die für das gesamte Netzwerk der wissenschaftlichen und akademischen Berater festgelegt wurden, wie z. B.:

- 1° Qualität der Arbeit;
- 2° Kreativität ;
- 3° Initiativen;
- 4° Dynamik;
- 5° Kontaktfreudigkeit;
- 6° Teamgeist;
- 7° Postenmanagement.

Der Bewertungsausschuss versammelt sich alle zwei Jahre. Jährlich werden Zwischentermine zur Überwachung der Ziele vereinbart.

§ 2. Der Bewertungsausschuss besteht aus dem Generalinspektor, der für die Abteilung für sektoralen Politiken zuständig ist, und dem Leiter der Personalabteilung von WBI. Der Bewertungsausschuss kann sich von einem Personalmitglied im Dienstrang A4 oder höher begleiten lassen, das wissenschaftliche, akademische und forschungs-/innovationsbezogene Themen in seinem Zuständigkeitsbereich hat.

§ 3. Nach der Sitzung des Bewertungsausschusses wird ein vorläufiger Bewertungsbericht erstellt, der dann im Rahmen des Bewertungsgesprächs an den wissenschaftlichen und akademischen Berater übergeben wird. Anschließend wird gemeinsam ein Abschlussbericht verfasst, der dem Generalverwalter von WBI zur Genehmigung vorgelegt wird.

§ 4. Im Falle einer ungünstigen Bewertung kann der wissenschaftliche und akademische Berater innerhalb von 30 Tagen nach Erhalt des endgültigen Bewertungsberichts den Direktionsausschuss von WBI in erster Instanz mit der Angelegenheit befassen. In zweiter Instanz bleibt die Beschwerdekammer zuständig. Wenn die Tätigkeit eines wissenschaftlichen und akademischen Beraters Gegenstand von zwei ungünstigen Bewertungsberichten ist, kann ein Entlassungsverfahren eingeleitet werden.

KAPITEL 4 — Finanzielle Bestimmungen

Abschnitt 1 — Finanzielle Entwicklung

Art. 28 - § 1. Der wissenschaftliche und akademische Berater wird im Dienstrang A5 eingestellt und erhält als Experte die Gehaltsskala A5/1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes.

§ 2. Nach zwölf Jahren anrechenbarer Dienstzeit in dieser Eigenschaft und vorbehaltlich einer ungünstigen Bewertung erhält der wissenschaftliche und akademische Berater die Gehaltsskala A4/1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes.

Im Falle einer ungünstigen Bewertung verbleibt der wissenschaftliche und akademische Berater bis zum Erhalt einer günstigen Bewertung in der Gehaltsskala A5/1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes.

Abschnitt 2 — 1° Postenentschädigung

Art. 29 - Der wissenschaftliche und akademische Berater erhält ab dem Zeitpunkt, zu dem er seine Außendienststelle im Ausland antritt, eine Postenentschädigung, die als Ausgleich für die Kosten gewährt wird, die ihm durch die Ausübung seiner Aufgaben in diesem Posten entstehen.

Die Postenentschädigung umfasst folgende Elemente:

- 1° eine Grundentschädigung;
- 2° eine Entfernungsentschädigung;
- 3° eine Erschwernisentschädigung.

Die Postenentschädigung wird am ersten Tag des Monats aktualisiert, der auf eine Änderung der Familiensammensetzung des wissenschaftlichen und akademischen Beraters folgt.

Art. 30 - § 1. Die Grundentschädigung ist eine pauschale Vergütung der Kosten, die sich ergeben aus:

- 1° der Änderung der Zuweisung des wissenschaftlichen und akademischen Beraters;
- 2° der Verpflichtung, sich im Ausland niederzulassen;
- 3° der Ausübung einer passiven Vertretungsfunktion.

§ 2. Der Grundbetrag des Faktors "Mobilität" wird nach den Normen des Föderalen Öffentlichen Dienstes Auswärtige Angelegenheiten festgelegt.

Der Grundbetrag des Faktors "Zuweisung" wird nach den Normen des Föderalen Öffentlichen Dienstes Auswärtige Angelegenheiten festgelegt.

Der Grundbetrag des Faktors "passive Vertretung" wird auf der Grundlage der Tabelle für diplomatische Mitarbeiter, die beim Föderalen Öffentlichen Dienst Auswärtige Angelegenheiten angewandt wird, festgelegt.

Diese Beträge werden vom Föderalen Öffentlichen Dienst Auswärtige Angelegenheiten jährlich aktualisiert.

Der Grundbetrag, der für die Berechnung der Basisvergütung dient, entspricht der Summe der Grundbeträge der Elemente Mobilität, Zuweisung und passive Vertretung. Die Grundentschädigung entspricht dem gesamten Grundbetrag, der zunächst mit dem Koeffizienten für die Lebenshaltungskosten multipliziert wird, der dem gegebenen Posten zugeordnet ist, und gegebenenfalls um den Zuschlag zur Postenentschädigung von fünfundzwanzig Prozent erhöht wird, der vorgesehen ist, wenn der Ehegatte den wissenschaftlichen und akademischen Berater auf seinen Posten begleitet, und sofern der wissenschaftliche und akademische Berater von seinem Arbeitgeber keine Entschädigung gleicher Art erhält.

Art. 31 - § 1. Der wissenschaftliche und akademische Berater erhält eine Entfernungsentschädigung entsprechend der Einstufung der geografischen Entfernung, in der seine Zuweisung im Vergleich zu Belgien erfolgt.

Die Entfernungsentschädigung deckt die Entfernungskosten, die durch die Grundentschädigung nicht oder unzureichend gedeckt sind, dies verhältnismäßig zur Entfernung der Außendienststelle von Belgien.

Die Entfernungseinstufungen und die entsprechenden Grundbeträge der Entfernungsentschädigung werden vom Föderalen Öffentlichen Dienst Auswärtige Angelegenheiten jährlich aktualisiert.

§ 2. Der Betrag der in Absatz 1 genannten Entfernungsentschädigung wird erhöht um:

1° hundert Prozent, wenn der Ehepartner oder gesetzlich oder faktisch zusammenwohnender Partner hauptberuflich mit dem in dem Posten tätigen wissenschaftlichen und akademischen Berater zusammenwohnt und sofern dieser keine Entschädigung gleicher Art von seinem Arbeitgeber erhält ;

2° fünfzig Prozent bei Vorhandensein von Kindern, für die ein Anspruch auf Kindergeld beim wissenschaftlichen und akademischen Berater besteht.

Art. 32 - § 1. Je nach der Arbeiterschwernis werden die Außendienststellen in 6 Ränge eingestuft; der Rang 1 ist derjenige mit der niedrigsten Arbeiterschwernis und der Rang 6 derjenige mit der höchsten Arbeiterschwernis.

Die Einstufung der Außendienststellen nach Rang der Arbeiterschwernis erfolgt auf Grundlage der nachstehenden Kriterien:

1° klimatische Bedingungen;

2° soziale Isolation;

3° Sicherheit;

4° sanitäre und Umweltlage, wenn diese gesundheitsschädliche Auswirkungen haben kann;

5° Vorhandensein, Zugänglichkeit und Qualität der ärztlichen Versorgung;

6° Vorhandensein, Zugänglichkeit und Qualität der materiellen Ausrüstungen, wie z.B. der Wohnung, und Möglichkeit der Anschaffung aller notwendigen Güter.

Die Einstufung der Außendienststellen je nach der Arbeiterschwernis wird jedes Jahr im Dezember durch den Föderalen Öffentlichen Dienst Auswärtige Angelegenheiten neu bewertet. Die neue Einstufung, die im Anschluss an die jährliche Neubewertung bestimmt wurde, wird ab dem nächsten Februar angewandt.

§ 2. Der Betrag der in Paragraph 1 genannten Erschwernisentschädigung wird erhöht um:

1° fünfzig Prozent, wenn der Ehepartner oder der gesetzlich oder faktisch zusammenwohnende Partner hauptberuflich mit dem in der Außendienststelle tätigen wissenschaftlichen und akademischen Berater zusammenwohnt und sofern er nicht eine Entschädigung gleicher Art von seinem Arbeitgeber erhält;

2° fünfzig Prozent bei Vorhandensein von Kindern, für die ein Anspruch auf Kindergeld beim wissenschaftlichen und akademischen Berater besteht.

Art. 33 - Falls die wissenschaftlichen und akademischen Berater für ein oder mehrere gemeinsame Kinder unterhaltspflichtig sind und beide in einer Außendienststelle tätig sind, wird der in Artikel 31 § 2 Absatz 2 und Artikel 32 § 2 Absatz 2 genannte Entschädigung für unterhaltsberechtigten Kinder nur einem von ihnen gewährt.

Abschnitt 3 — Die befristete Rückführungsentschädigung

Art. 34 - Der wissenschaftliche und akademische Berater, der vorübergehend einer Stelle in Belgien zugewiesen wird, erhält für eine Frist von höchstens einem Jahr eine Rückführungsentschädigung.

Diese Entschädigung wird auf der Grundlage des indexierten Monatsgehalts berechnet und beträgt:

1° ein Zehntel dieses Betrags für ledige, verwitwete oder geschiedene wissenschaftliche und akademische Berater, die keine unterhaltsberechtigten minderjährigen Kinder haben;

2° ein Sechstel dieses Betrags für:

a) wissenschaftliche und akademische Berater, die verheiratet sind oder gesetzlich oder faktisch zusammenwohnen, keine Kinder oder ein unterhaltsberechtigtes minderjähriges Kind haben;

b) ledige, verwitwete oder geschiedene wissenschaftliche und akademische Berater, die ein unterhaltsberechtigtes minderjähriges Kind haben;

3° ein Fünftel dieses Betrags für:

a) wissenschaftliche und akademische Berater, die verheiratet sind oder gesetzlich oder faktisch zusammenwohnen, die wenigstens zwei unterhaltsberechtigten minderjährigen Kinder haben;

b) ledige, verwitwete oder geschiedene wissenschaftliche und akademische Berater, die wenigstens zwei unterhaltsberechtigten minderjährigen Kinder haben.

Abschnitt 4 — Die zusätzliche Entschädigung für Familienlast

Art. 35 - Der wissenschaftliche und akademische Berater, der seine Aufgaben außerhalb Belgiens während mindestens sechs aufeinanderfolgenden Monaten ausübt, erhält eine zusätzliche monatliche Entschädigung in Höhe des doppelten Grundbetrags der Familienzulagen und der folgenden Erhöhungen:

- 1° einen monatlichen Alterszuschlag;
- 2° einen monatlichen Alterszuschlag;
- 3° eine Schulprämie;
- 4° Zuschläge für behinderte Kinder.

Die in Absatz 1 genannte zusätzliche Entschädigung wird den nach Belgien zurückgekehrten wissenschaftlichen und akademischen Beratern in den in Artikel 25 genannten Fällen weiterhin nur für Kinder unter 21 Jahren gewährt, die außerhalb Belgiens studieren.

Abschnitt 5 — Die Beteiligung an den Kosten für Kindertagesstätten und Schule

Art. 36 - Der wissenschaftliche und akademische Berater erhält, wenn er seine Leistungen im Ausland erbringt, von Wallonie-Bruxelles International eine Beteiligung an den Kosten für eine Kindertagesstätte, die über die Betreuungskosten einer vom Dienst für Kind und Familie in Belgien zugelassenen Kindertagesstätte hinausgehen. Der von Wallonie-Bruxelles International übernommene Betrag darf jedoch das Doppelte dieser Kosten nicht überschreiten.

Art. 37 - Der wissenschaftliche und akademische Berater hat, wenn er seine Leistungen im Ausland erbringt, Anspruch auf eine Beteiligung von Wallonie-Bruxelles International an den Ausgaben für die Schulgebühren im Ausland für das Kind, das gesetzlich unterhaltsberechtigt ist, zu seinem Haushalt gehört und zwischen drei und achtzehn Jahren alt ist, unter der Bedingung, dass er nicht bereits eine vollständige oder teilweise Übernahme dieser Kosten durch einen Dritten erhält, und innerhalb der in dem vorliegenden Abschnitt festgelegten Grenzen.

Wallonie-Bruxelles International beteiligt sich nicht an den Schulgebühren in Belgien.

Die Schulgebühren, die Gegenstand einer Intervention von Wallonie-Bruxelles International sind, sind die Kosten, die mit dem Schulbesuch von Kindern aufgrund ihres Auslandsaufenthalts verbunden sind und die es ihnen ermöglichen, eine Ausbildung zu erhalten, die einer in Belgien erteilten Ausbildung gleichwertig ist.

Abweichend von Absatz 1 beteiligt sich Wallonie-Bruxelles International an den Schulgebühren:

- 1° ab dem Beginn des örtlichen Schuljahres, in dem das Kind das dritte Lebensjahr vollendet;
- 2° bis zum Ende des örtlichen Schuljahres, in dem das Kind das achtzehnte Lebensjahr vollendet hat;
- 3° eines Kindes über achtzehn Jahren, um das letzte Jahr der Sekundarstufe abzuschließen.

Art. 38 - Nur Studien des Vollzeitunterrichts, die in einem von den Behörden Belgiens und des Gastlandes anerkannten Rahmen absolviert werden, kommen für eine Beteiligung in Betracht.

Zulässige Schulgebühren beziehen sich auf die Anmeldung zum Unterricht, Prüfungen, Nachhilfe- und Eingliederungskursen. Sie schließen alle Kosten für Schulbücher und -artikel, Schuluniformen, den Transport zwischen Schule und Wohnort, Ausflüge und alle außerschulischen und außerunterrichtlichen Aktivitäten aus.

Obligatorische und nicht rückforderbare Beiträge gelten ebenfalls als zulässige Schulkosten, sofern der Bedienstete den Nachweis erbringt, dass es sich um obligatorische und nicht rückforderbare Beiträge handelt.

Art. 39 - Die Erstattung der zulässigen Schulgebühren darf den Betrag der Kosten nicht übersteigen, die entstehen würden, wenn das Kind in der Stadt des Postens den klassischen Bildungsweg des französischen Gymnasiums (Lycée français) oder einer Schule absolvieren würde, die ihren Unterricht in einer der anderen Amtssprachen Belgiens anbietet.

Wenn es in der Stadt des Postens, in der das Kind zur Schule geht, mehrere französische Gymnasien gibt, werden die Kosten für die kostengünstigste Schule erstattet.

Wenn es in der Stadt der Außendienststelle, in der das Kind die Schule besucht, kein französisches Gymnasium gibt, werden die Obergrenzen für die Beteiligung an den Schulgebühren vom Generalverwalter auf der Grundlage eines Vergleichs der verschiedenen Arten von vorhandenen Schuleinrichtungen festgelegt.

Art. 40 - Die in Artikel 39 genannten Obergrenzen können in den folgenden Fällen angehoben werden:

- 1° das betreffende Kind begleitet wissenschaftlichen und akademischen Berater an den Ort der Außendienststelle und absolviert seine Schulausbildung in derselben Stadt oder im selben Ballungsraum;
- 2° die Schule erfüllt eines der folgenden Merkmale:
 - a) die gewählte Schule ist die kostengünstigste Referenzschule in der Stadt oder im Ballungsraum der Außendienststelle;
 - b) die gewählte Schule ist die kostengünstigste Referenzschule, die das Sicherheitsumfeld und die Entfernung zur Wohnung berücksichtigt;
 - c) die gewählte Schule ermöglicht es dem Kind, seine Schulausbildung bis zum Ende der laufenden Schulstufe in demselben Bildungssystem fortzusetzen, es sei denn, dieses Bildungssystem wurde von den Eltern des betreffenden Kindes bewusst gewählt.

Die in Absatz 1 genannte Referenzschule ist das französische Gymnasium oder eine Schule, in der der Unterricht hauptsächlich auf Französisch oder in einer anderen Amtssprache Belgiens erteilt wird, oder, falls dies nicht möglich ist, eine englischsprachige Schule.

Art. 41 - Die Unterbringungskosten des Kindes des wissenschaftlichen und akademischen Beraters, das aufgrund seines Schulbesuchs allein in Belgien wohnt, werden von Wallonie-Bruxelles International bis zu einem vom Generalverwalter festgelegten Betrag übernommen.

Abweichend von Absatz 1 erhält ein Kind, das allein in Belgien wohnt und dort im Rahmen seiner Schulpflicht eine Ausbildung in einer Internatsschule absolviert, eine Übernahme der Wohnkosten in dem in Artikel 39 Absatz 3 genannten Umfang.

Abschnitt 6 — Die Beteiligung an den Kosten für den Umzug und die Einrichtung

Art. 42 - Die Kosten für den Umzug der persönlichen Wohnung des wissenschaftlichen und akademischen Beraters werden in den folgenden Fällen übernommen:

1° die Zuweisung einer neuen Außendienststelle;

2° die endgültige Rückkehr nach Belgien und in den in Artikel 25 genannten Fällen;

3° die Beendigung eines Mietvertrags unabhängig vom Willen des wissenschaftlichen und akademischen Beraters oder im Falle einer Änderung der Familienzusammensetzung des wissenschaftlichen und akademischen Beraters während der Zeit, in der er in einer Außendienststelle eingesetzt war, der den Umzug rechtfertigt.

Im Falle eines Umzugs infolge der Zuweisung zu einer neuen Außendienststelle übernimmt Wallonie-Bruxelles International die Reisekosten für den Bediensteten und seine Familie gemäß den geltenden Bestimmungen. Darüber hinaus beteiligt sich Wallonie-Bruxelles International an den Umzugskosten für persönliche Gegenstände bis zu einer Höhe von fünfundsiebenzig Kubikmetern pro Bediensteten, zuzüglich vier Kubikmetern pro mitreisendes Kind.

Der Bedienstete übernimmt die Kontaktaufnahme mit den Umzugsfirmen und die Ausschreibung von mindestens drei Firmen. Die Umzugsversicherung ist im Angebot enthalten. Der Bedienstete unterzeichnet das einvernehmlich ausgewählte Angebot mit der logistischen Unterstützung von Wallonie-Bruxelles International und ein Vorschuss in Höhe des Kostenvoranschlags wird an den wissenschaftlichen und akademischen Berater gezahlt.

Art. 43 - Im Falle eines Umzugs, der durch eine neue Zuweisung erforderlich wird, kann dem wissenschaftlichen und akademischen Berater, der nach Artikel 25 einer Außendienststelle im Ausland oder in Belgien zugewiesen wird, eine so genannte Einrichtungszulage gewährt werden.

§ 2. Der wissenschaftliche und akademische Berater stellt seinen Antrag in Form einer Forderungsanmeldung, die auf der Grundlage der tatsächlichen Kosten erstellt wird, zusammen mit den Belegen für die Unkosten. Diese Forderungsanmeldung muss innerhalb von sechs Monaten nach dem Datum, an dem die Wohnung bezogen wurde, an den Generalverwalter gerichtet werden.

Nur die verlorenen Ausgaben – d.h. Ausgaben für nicht wiederverwendbare Gegenstände, wenn der wissenschaftliche und akademische Berater seine Wohnung endgültig verlässt – werden berücksichtigt.

§ 4. Die Einrichtungsentschädigung darf nicht höher als 25 % des indexierten jährlichen Bruttogehaltsbetrags für den betreffenden Dienstgrad sein. Diese Obergrenze wird bei einer Zuweisung zu einer Stelle in der Verwaltung auf 12,5 % festgelegt.

Abschnitt 7 — 8° Beteiligung an den Wohnkosten

Art. 44 - § 1. Wallonie-Bruxelles International übernimmt die Miete für die persönliche Wohnung des wissenschaftlichen und akademischen Beraters an seiner Außendienststelle bei Anwendung der Obergrenze für die maximale Referenzmiete und des persönlichen Anteils, der vom wissenschaftlichen und akademischen Berater zu tragen ist.

§ 2. Wallonie-Bruxelles International teilt dem wissenschaftlichen und akademischen Berater die Höhe der maximalen Referenzmiete für die Außendienststelle mit. Dieser Betrag wird auf der Grundlage der Familienzusammensetzung des wissenschaftlichen und akademischen Beraters und der Referenzmieten im Ausland festgelegt. Die Quelldaten stammen aus der Datenbank zu den Preisen für Wohnimmobilien, die von dem spezialisierten Dienstleister bereitgestellt wird, dessen Referenzsystem vom FÖD Auswärtige Angelegenheiten verwendet wird.

Jede Überschreitung der von Wallonie-Bruxelles International mitgeteilten maximalen Referenzmiete geht vollständig zu Lasten des wissenschaftlichen und akademischen Beraters.

§ 3. Eine "Referenzmiete im Ausland" wird in Bezug auf die Familienzusammensetzung jedes wissenschaftlichen und akademischen Beraters ermittelt. So hängt die Art der Unterkunft von der Familienzusammensetzung ab, die ein Zimmer für den wissenschaftlichen und akademischen Berater und gegebenenfalls seinen Ehepartner, ein Zimmer für jedes Kind und ein zusätzliches Zimmer umfasst.

In Bezug auf die Familienzusammensetzung berücksichtigt WBI die Personen, die ständig am Ort des Postens des wissenschaftlichen und akademischen Beraters leben.

Die Höhe des Wohnungsgeldes entspricht einem Durchschnitt der Kosten für die Referenzmiete im Ausland.

Es handelt sich um eine Entschädigung mit einem festen Betrag, der jedes Jahr überprüft wird. Jede Überschreitung des Betrags, der dem wissenschaftlichen und akademischen Berater für die Bezahlung seiner Miete bewilligt wurde, geht vollständig zu seinen Lasten.

Diese neue Bestimmung tritt in Kraft, sobald eine Versetzung, ein neuer Mietvertrag, ein Umzug oder eine Erhöhung des Mietbetrags außerhalb der Indexierung stattfindet.

Die Bezugswährung für die Berechnung des Wohnungsgeldes ist der Euro.

Art. 45 - Wallonie-Bruxelles International übernimmt nur die gemeinschaftlichen Kosten, die sich aus der Anmietung der persönlichen Wohnung des wissenschaftlichen und akademischen Beraters ergeben, die sich in einem Gebäude oder Komplex mit mehreren Wohnungen befindet.

Art. 46 - Wallonie-Bruxelles International übernimmt die Miete für einen Parkplatz oder Garagenplatz, der mit der persönlichen Wohnung des wissenschaftlichen und akademischen Beraters verbunden ist.

Art. 47 - Wallonie-Bruxelles International übernimmt die Maklerprovision für die Suche nach einer persönlichen Wohnung im Ausland, sofern diese Maklerprovision, abgesehen von außergewöhnlichen Umständen, den Gegenwert einer Monatsmiete nicht übersteigt und es sich um einen Umzug infolge eines Stellenwechsels oder einer Beendigung des Mietvertrags handelt, die nicht auf den Willen des wissenschaftlichen und akademischen Beraters zurückzuführen ist.

Art. 48 - Wallonie-Bruxelles International beteiligt sich an den Kosten für die Bewachung und Sicherung der persönlichen Wohnung des wissenschaftlichen und akademischen Beraters im Ausland entsprechend der Sicherheitslage in der Stadt, in der sie sich befindet, unter den Bedingungen und unter Anwendung eines vom Generalverwalter festgelegten Höchstbetrags.

Abschnitt 8 — Die Beteiligung an den Kosten für Reise- und Fahrtkosten

Art. 49 - Lediglich die Kosten für die Rückkehr in den Urlaub in Belgien für den wissenschaftlichen und akademischen Berater, seinen Ehepartner oder gesetzlich oder faktisch zusammenwohnender Partner und ihre Kinder können von Wallonie-Bruxelles International nach einer Mindestdauer von zwölf Monaten ununterbrochenen Aufenthalts im Amt und bis zu einem Höchstbetrag von Economy-Klasse-Tickets erstattet werden. Die Häufigkeit der Rückkehr variiert je nach Außendienststelle zwischen zwölf und 36 Monaten. Reisetage werden bei der Berechnung des Urlaubs nicht berücksichtigt.

Der Direktionsausschuss legt auf Vorschlag des Generalverwalters die Dauer des ununterbrochenen Aufenthalts und die Periodizität der in Absatz 1 genannten Rückkehr für jede Außendienststelle fest.

Art. 50 - Zur Förderung familiärer Kontakte übernimmt Wallonie-Bruxelles International die Kosten für eine Reise pro Jahr in das Land, in dem der wissenschaftliche und akademische Berater tätig ist, bis zu einem Ticket der Economy-Klasse für jedes seiner Kinder, die außerhalb des Landes, in dem der Berater tätig sind, die Schule besuchen.

Der wissenschaftliche und akademische Berater oder der andere Elternteil des Kindes kann die oben genannte Reise anstelle des Kindes in das Land, in dem das Kind die Schule besucht, selbst durchführen. Diese Tauschmöglichkeit kann nur einmal pro Jahr und Familie genutzt werden. Der Austausch des Rückkehrrechts zwischen Kindern ist nicht erlaubt.

Art. 51 - Der wissenschaftliche und akademische Berater, der Dienstreisen mit seinem Privatfahrzeug durchführt, hat Anspruch auf eine Entschädigung für die Nutzung des Fahrzeugs. Diese länderspezifische Entschädigung wird auf der Grundlage der tatsächlich gefahrenen Kilometer berechnet, multipliziert mit der Kilometerpauschale, die pro gefahrenem Kilometer definiert und von Wallonie-Bruxelles International gewährt wird.

Art. 52 - Wallonie-Bruxelles International übernimmt finanziell die Kosten für die Kaskoversicherung des Privatfahrzeugs des wissenschaftlichen und akademischen Beraters, sofern er diese Versicherung im Rahmen seiner Geschäftsreisen nutzt und unter Anwendung eines von Wallonie-Bruxelles International festgelegten Höchstbetrags.

Abschnitt 9 — 6° Die Entschädigung für die letzte Krankheit und die Bestattung

Art. 53 - Beim Ableben eines Personalmitglieds des Außendienstes wird der/den Person/en, die die Kosten der letzten Krankheit und der Bestattung getragen hat/haben, eine Vergütung ausgezahlt, die einem Monat aller Bezüge des Verstorbenen entspricht, d.h. des Nettogehalts, der Postenvergütung und des 25-prozentigen zusätzlichen Betrags.

KAPITEL 6 — Urlaub

Art. 54 - Die Anzahl der Tage Jahresurlaub, auf die der im Ausland tätige wissenschaftliche und akademische Berater Anspruch hat, wird durch den Rang der Erschwernis bestimmt, der jeder in Artikel 32 § 1 genannten Außendienststelle zugewiesen wurde.

Der wissenschaftliche und akademische Berater hat Anspruch auf folgende Jahresurlaubsregelung:

- 1° einunddreißig Arbeitstage Urlaub für Außendienststellen, die in den Rängen 1 und 2 eingestuft sind;
- 2° achtunddreißig Arbeitstage Urlaub für Außendienststellen, die in den Rängen 3 und 4 eingestuft sind;
- 3° achtunddreißig Arbeitstage Urlaub für Außendienststellen, die in den Rängen 5, 6 und 7 eingestuft sind;

Der wissenschaftliche und akademische Berater kann maximal neunzig Tage seines Jahresurlaubs auf das nächste Jahr übertragen, sofern der Generalverwalter nicht eine Ausnahme genehmigt.

Wissenschaftliche und akademische Berater, die in den in Artikel 23 genannten Fällen der Zentralverwaltung zugewiesen werden, erhalten den Jahresurlaubsanteil, der im Erlass der wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder von Wallonie-Bruxelles International vorgesehen ist.

KAPITEL 7 — Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 55 - Das in Artikel 7 vorgesehene Benennungsverfahren wird innerhalb eines Monats nach Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses durchgeführt. Es handelt sich um ein einheitliches Verfahren.

Art. 56 - Für den wissenschaftlichen Verbindungsbeamten, der zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses im Amt ist, ist der vorliegende Erlass unmittelbar auf ihn anwendbar.

Art. 57 - Der zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses im aktiven Dienst stehende wissenschaftliche Verbindungsbeamte behält mindestens das Grundgehalt, das er in seiner früheren finanziellen Laufbahn erhalten hatte.

Art. 58 - Bei der ersten Aufforderung zur Einreichung von Bewerbungen gemäß Artikel 8 des vorliegenden Erlasses werden eine Liste mit erfolgreichen Bewerbern aus Wallonie-Bruxelles International und eine Liste mit erfolgreichen Bewerbern, die nicht aus Wallonie-Bruxelles International stammen, erstellt. Die Liste der erfolgreichen Bewerberinnen und Bewerber aus dem Personal von Wallonie-Bruxelles International hat Vorrang bei der Zuweisung der Stellen.

Art. 59 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die internationalen Beziehungen gehören, und der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der öffentliche Dienst gehört, werden mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 25. Januar 2024.

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung,
beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2024/003324]

25 JANUARI 2024. — Besluit van de Waalse Regering houdende administratieve en geldelijke bepalingen van toepassing op de externe loopbaan van de wetenschappelijke en academische adviseurs van Wallonie-Bruxelles International

De Waalse Regering,

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 20 maart 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke entiteit voor de internationale betrekkingen van "Wallonie-Bruxelles", artikel 4;

Gelet op het decreet van 9 mei 2008 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke entiteit voor de internationale betrekkingen van "Wallonie-Bruxelles";

Gelet op de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden van "Wallonie-Bruxelles international";

Gelet op het rapport van 13 juli 2023, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen ;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 12 juli 2023 ;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 20 juli 2023;

Gelet op het onderhandelingsprotocol nr. 848 van het Sectorcomité nr. XVI, gesloten op 20 oktober 2023;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de adviesaanvraag is ingeschreven op 8 januari 2025 op de rol van de afdeling Wetgeving van de Raad van State onder het nummer 75.300/4;

Gelet op de beslissing van de afdeling Wetgeving van 9 januari 2024 om binnen de gevraagde termijn geen advies te verlenen, overeenkomstig artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister-President en de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — Toepassingsgebied en definities

Artikel 1. § 1. Voor een goede leesbaarheid van de tekst is het gebruik van mannelijke namen voor de verschillende graden en functies gemeenschapsrechtelijk, niettegenstaande de bepalingen van het decreet van de Franse Gemeenschap van 21 juni 1993 betreffende de vervrouwelijking van de namen van beroep, ambt, graad of titel.

§ 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "hoofdbestuur": alle kantoren van Wallonie-Bruxelles International gevestigd in België;

2° "de Administrateur-Generaal": de Administrateur-Generaal van Wallonie-Bruxelles International;

3° "externe loopbaan": de beroepsloopbaan van personeelsleden die voor onbepaalde duur worden tewerkgesteld op basis van een overeenkomst naar Belgisch recht, onder verwijzing naar de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, en die permanent worden tewerkgesteld in een functie van wetenschappelijk en academisch adviseur bij Wallonie-Bruxelles International;

4° "het gezinssamenstelling": de wetenschappelijk en academisch adviseur, zijn/haar echtgeno(o)t(e) of wettelijk of feitelijk samenwonende partner en de kinderen die bij de wetenschappelijk en academisch adviseur in hoofdverblijf verblijven;

5° "het Directiecomité": het Directiecomité van Wallonie-Bruxelles International;

6° "overplaatsing": elke wijziging in de administratieve verblijfplaats van de wetenschappelijk en academisch adviseur;

7° « WBI » : « Wallonie-Bruxelles International » ;

8° "AWEX" : het Waals Agentschap voor Uitvoer en Buitenlandse Investeringszaken;

9° FOD Buitenlandse Zaken: de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken.

Betreffende lid 1, 4°, wordt er geen rekening meer gehouden met kinderen zodra er geen kinderbijslag meer voor hen wordt betaald.

Art. 2. Dit besluit is van toepassing op de personeelsleden die zijn opgenomen in de statuten van het WBI-personeel en zijn aangeworven als wetenschappelijk adviseur.

Art. 3. Wetenschappelijke en academische adviseurs worden toegewezen door de toezichthoudende ministers op voorstel van het Directiecomité.

De wetenschappelijke en academische adviseurs gebruiken een werkruimte binnen de Algemene Delegatie Wallonie-Bruxelles in de stad waar ze zijn aangesteld. Als er geen Algemene Delegatie Wallonië-Brussel aanwezig is, nemen de wetenschappelijke en academische adviseurs, in volgorde van voorrang, een werkruimte in bij het Economisch en Handelsbureau van het agentschap voor Export en Buitenlandse Investeringszaken van Wallonië, op de Belgische ambassade of op een andere locatie die geschikt is voor hun opdracht.

De wetenschappelijke en academische adviseurs zijn verantwoordelijk voor de internationale promotie van het hoger onderwijs, het onderzoek en de innovatiesystemen van het Waals Gewest en de Franse Gemeenschap in hun toewijzingsgebieden, in synergie met de diplomatieke en consulaire standplaatsen van de Belgische Staat en de internationale vertegenwoordigingen van het Waals Gewest en de Franse Gemeenschap.

Art. 4. Gelet op de beroepskwalificaties die vereist zijn voor de welomschreven activiteit van de wetenschappelijke en academische adviseurs, vormen de opdrachten die zij uitvoeren taken die specifieke vaardigheden vereisen in de zin van artikel 2, § 1, 4. en § 4, van het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 betreffende de arbeidsvoorwaarden en de administratieve en financiële situatie van de contractuele personeelsleden van Wallonie-Bruxelles International.

Art. 5. De wetenschappelijke en academische adviseurs zijn belast met de volgende opdrachten:

1° ze zijn verantwoordelijk voor wetenschappelijke en academische diplomatie en internationale samenwerking in deze sectoren, door :

a) bij te dragen tot de versterking van de aantrekkelijkheid en de zichtbaarheid van het hoger onderwijs en van onderzoek en innovatie in het Waals Gewest en in de Franse Gemeenschap ;

b) het verzekeren van de internationale uitstraling van academische en wetenschappelijke actoren in het Waals Gewest en de Franse Gemeenschap;

c) talent aan te trekken naar het Waals Gewest en de Franse Gemeenschap door de verschillende bestaande studiebeursprogramma's te promoten;

d) het faciliteren van contacten en samenwerking met buitenlandse instanties op het gebied van onderzoek, innovatie en hoger onderwijs;

e) het ondersteunen en voorbereiden, op vraag van academische, onderzoeks- en innovatieactoren, van de academische en wetenschappelijke componenten van internationale missies gecoördineerd door WBI en tijdens officiële Belgische missies;

f) het zorgen voor referenties en netwerken van academische, onderzoeks- en innovatieactoren door projecten te promoten en deel te nemen aan handelsbeurzen en tentoonstellingen;

g) het ondersteunen van de totstandkoming van bilaterale overeenkomsten en onderzoeksprojecten, op verzoek van de Regering, de Minister voor Internationale Betrekkingen, WBI of academische en wetenschappelijke actoren;

h) het uitvoeren van gerichte academische en wetenschappelijke monitoring;

i) het ondersteunen van de internationalisering van de instellingen voor hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, universiteiten, hogescholen en hogere kunstscholen, door bij te dragen tot de oprichting van nieuwe samenwerkingsverbanden en de versterking van bestaande partnerschappen, onder meer tussen en in het kader van de promotie van de Franse taal;

2° zij versterken de wetenschappelijke en academische diplomatie om er een sleutelinstrument voor economische en commerciële ontwikkeling van te maken in partnerschap met AWEX en stimuleren het opzetten van Europese onderzoeks- en innovatieprojecten, door :

a) het ondersteunen van de ontwikkeling van financieringsprogramma's in lijn met de prioriteiten van de intelligente specialisatiestrategie van het Waals Gewest en het promoten van bestaande financieringsbronnen;

b) het ondersteunen van de internationalisering van competitiviteitsclusters in het Waals Gewest;

c) het organiseren van gezamenlijke missies met AWEX met het oog op open innovatie in prioritaire sectoren voor de economische ontwikkeling van het Waals Gewest;

d) bijdragen aan de Invest and Export-dossiers van AWEX via partnerschappen voor onderzoek en ontwikkeling voorafgaand aan de marketing- of investeringsfase om het innovatieve ecosysteem te identificeren dat het meest geschikt is voor het project;

e) het versterken van de aanwezigheid en de zichtbaarheid van operatoren uit het Waals Gewest en de Franse Gemeenschap in Europese onderzoeks- en innovatieprogramma's en internationale onderzoeksnetwerken in partnerschap met alle betrokken actoren;

f) ondersteuning van jonge ondernemers en de structuren die hen ondersteunen bij hun internationale ontwikkeling;

3° elke wetenschappelijke en academische adviseur stuurt eveneens, zodra de situatie het vereist, en minstens eenmaal per kwartaal, naar zijn algemene directie, naar de toezichthoudende Ministers van Wallonie-Bruxelles International, naar de Minister bevoegd voor hoger onderwijs en wetenschappelijk onderzoek in de Federatie Wallonie-Bruxelles en naar de Minister bevoegd voor economie en onderzoek en innovatie in Wallonië, een wetenschappelijk en academisch monitoringrapport op basis van de gevoerde acties en de geïdentificeerde opportuniteiten;

4° zij beheren de begroting en de rekeningen waarvoor zij verantwoordelijk zijn, met inachtneming van de boekhoudkundige en budgettaire normen en de administratieve instructies ;

5° een wetenschappelijk en academisch adviseur gevestigd op een derde locatie, andere dan een algemene delegatie, een economisch en handelsbureau of een ambassade, beheert de hem ter beschikking gestelde personele middelen en de roerende en onroerende middelen zo goed mogelijk, met inachtneming van de geldende wetgeving.

HOOFDSTUK 2. — *Selectieproces*

Afdeling 1. — Selectievoorwaarden en selectieproeven

Art. 6. Kandidaten die aan de volgende voorwaarden voldoen, worden toegelaten tot de selectieproeven voor wetenschappelijke en academische adviseurs:

1° burger zijn van de Europese Unie

2° een gedrag hebben dat overeenstemt met de vereisten van het ambt;

3° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

4° ten minste zes jaar beroepservaring hebben met betrekking tot de opdrachten vermeld in artikel 5;

5° houder zijn van een diploma of een studiegetuigschrift dat toegang verleent tot niveau A.

Aan de in lid 1 genoemde voorwaarden moet zijn voldaan op de uiterste datum voor inschrijving voor het selectieproces.

De voorwaarden bedoeld in artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden van "Wallonie-Bruxelles international" moeten vervuld zijn op de dag vastgelegd voor het sluiten van de inschrijvingen voor het vergelijkend examen.

Art. 7. § 1. De selectie voor de voorlopig aangewezen wetenschappelijke en academische adviseurs wordt georganiseerd in overeenstemming met artikel 55 en uitgevoerd door een jury onder voorzitterschap van de Administrateur-Generaal en bestaande uit een lid van het Directiecomité van WBI en drie externe specialisten in de betreffende onderwerpen.

De drie in lid 1 bedoelde externe personen moeten beschikken over ten minste acht jaar ervaring die relevant is voor de vaardigheden die voor de functie vereist zijn, van wie één acht jaar ervaring moet hebben op het gebied van onderzoek, één acht jaar ervaring moet hebben op het gebied van innovatie en één acht jaar ervaring moet hebben in de academische sector.

Met het oog op de inachtneming van gendergemengdheid mag de samenstelling van de jury niet voor meer dan twee derde uit leden van hetzelfde geslacht bestaan.

Bij afwezigheid van de juryvoorzitter wordt het voorzitterschap waargenomen door de ambtenaar van genoemd comité, die hij aanwijst. Bij afwezigheid van het lid van het directiecomité van WBI wordt laatstgenoemde vervangen door de ambtenaar van genoemd comité. Als een van de drie andere juryleden afwezig is, wordt hij of zij vervangen door iemand met het vereiste profiel.

De beslissing van de jury is een collegiale beslissing, waarbij elk jurylid alle vaardigheden beoordeelt die in het functieprofiel vermeld zijn.

§ 2. De interne oproep tot kandidaatstelling, de functiebeschrijving en de selectieprocedure, met inbegrip van de samenstelling van de jury, worden gevalideerd door de toezichthoudende Ministers.

§ 3. De jury organiseert een of meer selectieproeven om het volgende te bepalen :

- 1° de vaardigheden van de kandidaten inzake beheer;
- 2° de vaardigheden van de kandidaten inzake organisatie;
- 3° de technische vaardigheden van de kandidaten;
- 4° de personaliteit van de kandidaten;
- 5° de motivatie van de kandidaten.

Het bovengenoemde selectieproces kan eventueel bestaan uit verschillende proevendie duidelijk worden aangegeven in de oproep tot het indienen van kandidaturen en de selectieprocedure.

§ 4. Op basis van de selectietest(s) stelt de jury een schriftelijk en gemotiveerd verslag op voor het Uitvoerend Comité, waarin wordt ingegaan op de vaardigheden van elke kandidaat en waarbij ze in twee categorieën worden ingedeeld: "geschikt" en "ongeschikt". Dit verslag wordt overgemaakt aan de toezichthoudende Ministers, die de rangschikking van de kandidaten bevestigen.

§ 5. Op aanbeveling van het Comité van Beheer bevestigen de toezichthoudende Ministers de laureaat uit de door de jury geschikt bevonden kandidaten in de reeds voorlopig vervulde betrekking.

Art. 8. § 1. De selectie voor de wetenschappelijke en academische adviseurs wordt georganiseerd en uitgevoerd door een jury onder voorzitterschap van de Administrateur-Generaal en bestaande uit een lid van het Directiecomité naast drie externe specialisten in de betreffende onderwerpen en twee leden van de kabinetten van de toezichthoudende Ministers.

De drie in lid 1 bedoelde externe personen moeten beschikken over ten minste acht jaar ervaring die relevant is voor de vaardigheden die voor de functie vereist zijn, van wie één acht jaar ervaring moet hebben op het gebied van onderzoek, één acht jaar ervaring moet hebben op het gebied van innovatie en één acht jaar ervaring moet hebben in de academische sector.

Met het oog op de inachtneming van gendergemengdheid mag de samenstelling van de jury niet voor meer dan twee derde uit leden van hetzelfde geslacht bestaan.

Bij afwezigheid van de juryvoorzitter wordt het voorzitterschap waargenomen door de ambtenaar van genoemd comité, die hij aanwijst. Bij afwezigheid van het lid van het directiecomité van WBI wordt laatstgenoemde vervangen door de ambtenaar van genoemd comité. Als een van de drie andere juryleden afwezig is, wordt hij of zij vervangen door iemand met het vereiste profiel.

De beslissing van de jury is een collegiale beslissing, waarbij elk jurylid alle vaardigheden beoordeelt die in het functieprofiel vermeld zijn.

§ 2. De interne en externe oproep tot kandidaatstelling, de functiebeschrijving, de standplaats en de selectieprocedure, met inbegrip van de samenstelling van de jury, worden gevalideerd door de toezichthoudende Ministers.

§ 3. De jury organiseert de selectieproef (-proeven) om het volgende te bepalen :

- 1° de vaardigheden van de kandidaten inzake beheer;
- 2° de vaardigheden van de kandidaten inzake organisatie;
- 3° de technische vaardigheden van de kandidaten;
- 4° de personaliteit van de kandidaten;
- 5° de motivatie van de kandidaten.

De bovengenoemde selectie kan in voorkomend geval bestaan uit meerdere tests die duidelijk worden aangegeven in de oproep tot het indienen van kandidaturen en de selectieprocedure, waarbij rekening wordt gehouden met de standplaats(en) waarvoor de functies vacant zijn.

§ 4. Op basis van de selectieproef (-proeven) rangschikt de jury de kandidaten volgens het aantal behaalde punten en stelt zij het uitvoerend comité in kennis van de lijst van de laureaten die de reservelijst van de selectieprocedure vormen.

§ 5. Op voorstel van het Directiecomité wijzen de toezichthoudende Ministers de laureaat aan, op basis van de rangschikking opgemaakt in paragraaf 4, in de toe te kennen betrekking. Deze aanwijzing bevat ook de standplaats.

§ 6. De laureaten die niet worden aangesteld, worden in de reserve opgenomen voor een toekomstige aanstelling overeenkomstig punt 2 van dit besluit.

Afdeling 2. — De indienstnemingsreserve

Art. 9. De laureaten van de selectieproeven worden in een indienstnemingsreserve geplaatst. Ze behouden het voordeel van hun welslagen tot drie jaar te rekenen van de datum van het definitieve proces-verbaal bevattende de uitslagen van de proeven.

Vóór het einde van de in lid 1 genoemde termijn kan het Directiecomité van WBI op voorstel van de administrateur-generaal de geldigheidsduur van de indienstnemingsreserve ten hoogste tweemaal met een jaar verlengen.

Art. 10. Tot doeinden van indienstneming onder een arbeidsovereenkomst kan een beroep worden gedaan op de laureaten uit de indienstnemingsreserve in het kader van de overplaatsingsprocedure bedoeld in de artikelen 17 tot 23 betreffende de toewijzing op vacante betrekkingen met inachtneming van de volgorde in de rangschikking van de laureaten. Kandidaten die al in dienst zijn worden bij voorrang geraadpleegd.

In afwijking van lid 1 kan de toezichthoudende Minister op voorstel van het Directiecomité bij een met redenen omklede beslissing afwijken van de volgorde van de rangschikking van de laureaten op basis van de kennis van een taal die de laureaten tijdens de selectieproeven hebben gekozen en die overeenstemt met de landstaal van het land van de in te vullen functie van wetenschappelijk en academisch adviseur.

Voorafgaand aan de indiensttreding wordt opnieuw nagegaan of de voorwaarden bedoeld in artikel 6, eerste lid, 1° tot en met 3°, vervuld zijn.

Art. 11. De laureaat kan eenmaal een positie als wetenschappelijk en academisch adviseur weigeren. Bij de tweede weigering wordt de laureaat uit de indienstnemingsreserve uitgesloten.

Afdeling 3. — Vorming en evaluatie na de indienstneming

Art. 12. De laureaten van een vergelijkend examen voor wetenschappelijk en academisch adviseur volgen een vormingsperiode van minimaal zes maanden bij het hoofdbestuur. Het einde van de vormingsluit aan op het begin van het academische jaar in de standplaats. Aan het einde van hun vorming worden de wetenschappelijke en academische adviseurs geëvalueerd. Als de evaluatie gunstig is, wordt de functie toegewezen. Wetenschappelijke en academische adviseurs die reeds een functie in het buitenland bekleden, volgen niet de vorming op het hoofdbestuur. Tijdens zijn vormingsperiode organiseert de wetenschappelijke en academische adviseur ten minste één onderzoeksmissie naar het land waar ze zijn aangesteld.

Art. 13. De wetenschappelijke en academische adviseur wordt geëvalueerd op basis van de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van Wallonie-Bruxelles International en het besluit van 5 december 2008 betreffende de aanstellingsvoorwaarden en de administratieve en geldelijke situatie van het contractueel personeel van Wallonie-Bruxelles International.

HOOFDSTUK 3. — Administratieve bepalingen

Afdeling 1. — Administratieve verblijfplaats en overplaatsingen

Onderafdeling 1. — Plaats en duur van de opdracht

Art. 14. § 1. Op voorstel van het Directiecomité wijzen de toezichthoudende Ministers de wetenschappelijke en academische adviseurs aan voor de vacant verklaarde standplaatsen.

De standplaats bepaalt de administratieve verblijfplaats voor de uitoefening van de in artikel 5 genoemde opdrachten in het buitenland.

De door de Administrateur-generaal vacant verklaarde ambten van wetenschappelijk en academisch adviseur worden in de onderstaande volgorde van prioriteit ingevuld:

- 1° door de wetenschappelijke en academische adviseurs in het hoofdbestuur;
- 2° door wetenschappelijke en academische adviseurs werkzaam in een ander academisch en wetenschappelijk verbindingsbureau indien zij door het Directiecomité zijn geselecteerd voor interne mobiliteit;
- 3° door geslaagden in de selectieprocedure die deel uitmaken van een wervingsreserve als bedoeld in artikel 9, voor zover zij belangstelling hebben voor de voorgestelde opdracht.

§ 2. Het Directiecomité brengt een met redenen omkleed advies uit over de kandidaten op basis van objectieve criteria die zijn opgesteld in overleg met de toezichthoudende Ministers. Alle kandidaten worden in kennis gesteld van het met redenen omklede advies.

Art. 15. Het Directiecomité kan, op gemotiveerd voorstel van de Administrateur-generaal, de administratieve verblijfplaats van de wetenschappelijk en academisch adviseur wijzigen in het kader van de uitoefening van de externe loopbaan in geval van :

- 1° overmacht ;
- 2° veiligheidsredenen;
- 3° behoefte aan herplaatsing ;
- 4° voor opdrachten in het buitenland die een specifieke internationale expertise vereisen en die geheel of gedeeltelijk binnen het kader van de opdrachten bedoeld in artikel 5 vallen.

Art. 16. § 1. De aanstelling van een wetenschappelijk en academisch adviseur in een functie wordt vastgesteld voor een periode van vier jaar, eenmaal verlengbaar, in overeenstemming met de voorwaarden in paragraaf 2, met instemming van de toezichthoudende Ministers, in overleg met de wetenschappelijk en academisch adviseur, en op voorstel van het Directiecomité van het WBI in overeenstemming met de procedures in artikel 22.

§ 2. De maximale aanstellingsperiode van vier jaar in een functie kan in de volgende gevallen worden verlengd :

- 1° de wetenschappelijk en academisch adviseur bereikt de wettelijke pensioenleeftijd binnen twee jaar na de datum waarop hij de maximale duur van toewijzing in een functie bereikt ;

2° het Directiecomité aanvaardt de gemotiveerde aanvraag van een wetenschappelijk en academisch adviseur die een tweede termijn van vier jaar wenst te bekleden, op voorwaarde dat geen enkele andere wetenschappelijk en academisch adviseur zich kandidaat stelt.

Onderafdeling 2. — Mutaties

Art. 17. Opeenvolgende overplaatsingen zijn een integraal onderdeel van de externe carrière van een wetenschappelijk en academisch adviseur.

Art. 18. Aan het einde van de maximale toewijzingsduur voor de functie van wetenschappelijk en academisch adviseur, en met uitzondering van het geval bedoeld in artikel 16, § 2, 1°, wordt de functie van rechtswege vacant verklaard en opengesteld voor overplaatsing.

De maximale periode van toewijzing in een functie is bereikt wanneer de periode tussen de officiële datum van indiensttreding van de wetenschappelijk en academisch adviseur en de datum waarop hij/zij een te vervullen functie moet aanvaarden, gelijk is aan of groter is dan de maximale periode van tewerkstelling die is vastgesteld voor de functie van wetenschappelijk en academisch adviseur die de wetenschappelijk en academisch adviseur momenteel bekleedt.

Art. 19. De overplaatsingsprocedure wordt opgestart met een schrijven van de Administrateur-generaal aan alle wetenschappelijke en academische adviseurs. Om de vier jaar roept de algemeen directeur van WBI de wetenschappelijke en academische adviseurs op voor interne mobiliteit binnen de academische, wetenschappelijke en technologische verbindingsbureaus of om terug te keren naar het hoofdbestuur.

In afwijking van lid 1 kan een officiële aanstelling van een wetenschappelijk en academisch adviseur binnen een functie van wetenschappelijk en academisch adviseur te allen tijde plaatsvinden op basis van een besluit van de toezichthoudende Ministers op voorstel van het directiecomité in de volgende gevallen :

- 1° opruiststelling van een wetenschappelijk en academisch adviseur ;
- 2° langdurige ongeschiktheid van de wetenschappelijk en academisch adviseur in de functie ;
- 3° ontslag, afzetting of elke andere vorm van beëindiging van de arbeidsovereenkomst van de huidige wetenschappelijk en academisch adviseur ;
- 4° de beslissing om de diensten van Wallonie-Bruxelles International in België of in het buitenland te reorganiseren.

Art. 20. In de overige gevallen beschikken de wetenschappelijke en academische adviseurs over een termijn van ten minste vijftien dagen, te rekenen vanaf de datum van het schrijven bedoeld in artikel 18, § 1, 1°, om hun aanvraag tot overplaatsing in te dienen.

Art. 21. Op straffe van onontvankelijkheid van zijn kandidatuur voor een overplaatsing moeten wetenschappelijke en academische adviseurs aan alle onderstaande voorwaarden voldoen:

- 1° de voorziene duur van vier jaar toewijzing hebben vervuld om een kandidatuur voor een overplaatsing in te dienen;
- 2° op het ogenblik van de kandidatuur een gunstige evaluatie hebben gekregen overeenkomstig artikel 13;
- 3° een volledig ingevulde kandidatuurstelling indienen binnen de termijnen bedoeld in artikel 20 ;
- 4° volgende documenten bij zijn kandidatuur voegen:
 - a) een geactualiseerd curriculum vitae, waaraan de wetenschappelijke en academische adviseur in voorkomend geval een of meer taalcertificaten toevoegt;
 - b) een gedetailleerde motivatiebrief met betrekking tot de functie(s) van wetenschappelijk en academisch adviseur waarnaar hij/zij solliciteert.

Met betrekking tot lid 1, 4°, b), ontwikkelt de wetenschappelijk en academisch adviseur in deze motivatiebrief zijn visie op de betrokken functie(s).

Art. 22. Op voorstel van de coördinatie dienst van de zetel beslist het directiecomité over kandidaturen voor overplaatsingen op basis van de volgende criteria:

- 1° de internationale vereisten van de functie ;
- 2° de ervaring van de kandidaat;
- 3° de laatste effectieve evaluatie van de kandidaat;
- 4° in voorkomend geval, kennis van de talen die nuttig zijn in het land van toewijzing of een verbintenis om deze kennis te verbeteren;
- 5° de motivatie van de kandidaat;
- 6° de overeenstemming tussen het profiel van de kandidaat en de specifieke vereisten van de functie.

Het besluit van de toezichthoudende Ministers, op voorstel van het directiecomité, betreffende de aanstelling in een functie vormt een wijziging van de administratieve verblijfplaats van de wetenschappelijk en academisch adviseur, met inbegrip van een wijziging van zijn geldelijke toestand.

Indien er aan het einde van de overplaatsingsprocedure vacatures overblijven, kan het uitvoerend comité een beroep doen op geslaagde kandidaten uit de in artikel 9 bedoelde reserve.

Art. 23. Met uitzondering van de gevallen bedoeld in artikel 16, § 2, 1° en 2°, en bij gebreke van een overplaatsingsaanvraag, wordt de wetenschappelijk en academisch adviseur wiens functie vacant is verklaard, tijdelijk aan het hoofdbestuur toegewezen onder de voorwaarden bepaald in de artikelen 24 tot en met 26.

Onderafdeling 3. — Tijdelijke toewijzing aan het hoofdbestuur

Art. 24. § 1. De administrateur-generaal kan in de volgende gevallen besluiten een wetenschappelijk en academisch adviseur van het hoofdbestuur terug te roepen en tijdelijk aan te stellen in een functie die overeenstemt met zijn/haar vaardigheden:

- 1° overmacht ;
- 2° veiligheidsproblemen, ziekten of gezondheids crises die het werk van de wetenschappelijke en academische adviseur beïnvloeden;

- 3° beslissing tot sluiting van een standplaats van wetenschappelijk en academisch adviseur ;
- 4° de in artikel 19 bedoelde vacantverklaring van een standplaats;
- 5° elke andere dwingende reden of in het belang van Wallonie-Bruxelles International.

De administrateur-generaal houdt rekening met eventuele specifieke beperkingen in verband met de situatie van de wetenschappelijk en acadadviseur.

De wetenschappelijk en academisch adviseur ontvangt een officiële kennisgeving.

§ 2. De tijdelijk in België toegewezen wetenschappelijk en academisch adviseur wordt bij voorrang geraadpleegd voor alle vacante functies.

Art. 25. De wetenschappelijk en academisch adviseur die tijdelijk in België wordt aangesteld, ontvangt een repatriëringstoelage voor maximaal een jaar.

Wanneer deze termijn verstreken is, valt de geldelijke toestand van de wetenschappelijk en academisch adviseur onder het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden van Wallonie-Bruxelles international. Hij geniet dezelfde salarisvoorwaarden als de personeelsleden van hetzelfde niveau die in België werken en geen deel uitmaken van de externe loopbaan.

Hij geniet van een tegemoetkoming van Wallonie-Bruxelles International voor de crèche- en schoolkosten van zijn kinderen in België of in het buitenland, onder de voorwaarden en binnen de grenzen bedoeld in de artikelen 36 tot 41 voor een maximumperiode van twee jaar vanaf de datum van terugkeer. In het geval van onderwijs in België wordt de bijdrage van Wallonie-Bruxelles International toegekend binnen de perken bedoeld in artikel 36 dat van toepassing is op België.

In het jaar van zijn terugkeer geniet hij van een bijdrage in de installatiekosten zoals bepaald in de voorwaarden van artikel 43.

Afdeling 2. — Evaluatie

Art. 26. Bij elke aanstelling voor een standplaats stelt de administrateur-generaal, met de samenwerking van de wetenschappelijk en academisch adviseur, uiterlijk binnen drie maanden na de aanstelling, een opdrachtbrief met de te bereiken algemene en operationele doelstellingen op. De toezichthoudende Ministers keuren de opdrachtbrief goed.

Art. 27. § 1. De evaluatie van de wetenschappelijk en academisch adviseurs wordt verricht volgens de periodiciteit, de toekenningsregels voor de evaluatie en de beroepsregels vallend onder het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden van Wallonie-Bruxelles International. De evaluatie van de wetenschappelijke en academische adviseurs is gebaseerd op doelstellingen die zijn vastgelegd in hun opdrachtbrief, maar ook op algemene criteria die zijn gedefinieerd voor het hele netwerk van wetenschappelijke en academische adviseurs, zoals :

- 1° kwaliteit van het werk;
- 2° creativiteit ;
- 3° initiatieven;
- 4° dynamisme;
- 5° sociale vaardigheid;
- 6° teamspirit;
- 7° beheer van de functie.

Het Evaluatiecomité vergadert om de twee jaar. Elk jaar worden er tussentijdse vergaderingen gepland om de doelstellingen op te volgen.

§ 2. De evaluatiecommissie bestaat uit de inspecteur-generaal van het Departement Sectorbeleid en de Directeur Human Resources van WBI. Het Evaluatiecomité kan worden bijgestaan door het personeelslid van rang A4 of hoger met wetenschappelijke, academische en onderzoeks- en innovatie-expertise in zijn bevoegdheden.

§ 3. Na afloop van de vergadering van het Evaluatiecomité wordt een voorlopig evaluatierapport opgesteld en opgestuurd naar de wetenschappelijke en academische adviseur tijdens het evaluatiegesprek. Vervolgens wordt gezamenlijk een eindrapport opgesteld en ter goedkeuring voorgelegd aan de administrateur-generaal van WBI.

§ 4. In geval van een ongunstige evaluatie kan de wetenschappelijk en academisch adviseur de zaak in eerste instantie voorleggen aan het Directiecomité van WBI binnen dertig dagen na ontvangst van het definitieve evaluatierapport. In tweede instantie blijft de kamer van beroep bevoegd. Als over de activiteit van een wetenschappelijk en academisch adviseur twee ongunstige evaluatierapporten worden uitgebracht, kan een ontslagprocedure worden gestart.

HOOFDSTUK 4. — Geldelijke bepalingen

Afdeling 1. — Geldelijke evolutie

Art. 28. § 1. De wetenschappelijk en academisch adviseur wordt in dienst genomen in rang A5 en valt onder weddeschaal A5/1 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, in de hoedanigheid van deskundige.

§ 2. Na twaalf jaren anciënniteit die in deze hoedanigheid te gelde kunnen worden gemaakt en behoudens een ongunstige evaluatie, komt de wetenschappelijk en academisch adviseur in aanmerking voor weddeschaal A4/1 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode.

In het geval van een ongunstige beoordeling blijft de wetenschappelijk en academisch adviseur in de weddeschaal A5/1 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode totdat een gunstige evaluatie wordt verkregen.

Afdeling 2. — Standplaatsvergoeding

Art. 29. Vanaf het moment dat hij zijn standplaats in het buitenland opneemt, ontvangt de wetenschappelijk en academisch adviseur een standplaatstoelage ter vergoeding van de kosten die hij maakt voor de uitoefening van zijn functie.

De standplaatsvergoeding bestaat uit de volgende elementen:

- 1° een basisvergoeding;
- 2° een afstandsvergoeding;
- 3° een vergoeding zware arbeid.

De vergoeding wordt aangepast op de eerste dag van de maand volgend op een wijziging in de gezinssamenstelling van de wetenschappelijk en academisch adviseur.

Art. 30. § 1. De basisvergoeding is een forfaitaire vergoeding ter dekking van de kosten voortvloeiend uit:

- 1° veranderingen in de toewijzing van een wetenschappelijk en academisch adviseur ;
- 2° de verplichting om zich in het buitenland te vestigen ;
- 3° de uitoefening van een functie passieve vertegenwoordiging.

§ 2. Het basisbedrag van het element mobiliteit wordt vastgelegd volgens de normen die bij de FOD Buitenlandse Zaken van kracht zijn.

Het basisbedrag van het element aanstelling wordt vastgelegd volgens de normen die bij de FOD Buitenlandse Zaken van kracht zijn.

Het basisbedrag van het element passieve vertegenwoordiging wordt vastgelegd op basis van de schaal van diplomatieke medewerker van kracht bij de FOD Buitenlandse Zaken.

Die bedragen worden jaarlijks bijgestuurd door de FOD Buitenlandse Zaken.

Het basisbedrag voor de berekening van de basisvergoeding is gelijk aan de som van de basisbedragen van de elementen mobiliteit, aanstelling en passieve representatie. De basistoelage is gelijk aan het totale basisbedrag, vermenigvuldigd met de coëfficiënt voor kosten van levensonderhoud die aan de desbetreffende functie is toegekend, in voorkomend geval verhoogd met de aanvullende ambtstoelage van vijftientig procent wanneer de echtgenoot (-genote) de wetenschappelijk of academisch adviseur vergezelt en op voorwaarde dat de wetenschappelijk of academisch adviseur geen soortgelijke toelage van zijn werkgever ontvangt.

Art. 31. § 1. De wetenschappelijk en academisch adviseur ontvangt een afstandsvergoeding afhankelijk van de rang waaronder hij, met betrekking tot de geografische afstand tot België, valt.

De afstandsvergoeding dekt de verwijderingskosten die niet of niet helemaal door de basisvergoeding gedekt worden, naar gelang van de graad van verwijdering van de standplaats t.o.v. België.

De basisbedragen van de afstandsvergoeding worden jaarlijks bijgewerkt door de FOD Buitenlandse Zaken.

§ 2. Het bedrag van de afstandsvergoeding, bedoeld in lid 1, wordt verhoogd met :

- 1° honderd procent als de echtgeno(o)t(e) of wettelijk of feitelijk samenwonende hoofdzakelijk met de wetenschappelijke en academische adviseur op standplaats samenwoont en op voorwaarde dat laatstgenoemde geen gelijkaardige vergoeding van zijn/haar werkgever ontvangt;
- 2° vijftig procent als er kinderen zijn voor wie de wetenschappelijk en academisch adviseur recht heeft op gezinsbijslagen.

Art. 32. § 1. De standplaatsen worden ingedeeld in 6 rangen hardship, waarbij rang 1 de rang is met de laagste hardship en rang 6 de rang met de hoogste hardship.

De indeling van de standplaatsen per rang van zware arbeid geschiedt op basis van de volgende criteria:

- 1° de klimaatomstandigheden;
- 2° het sociaal isolement;
- 3° de veiligheid;
- 4° de toestand op sanitair vlak en inzake het leefmilieu, voor zover dit nadelige gevolgen voor de gezondheid kan hebben;
- 5° de aanwezigheid, toegankelijkheid en kwaliteit van de medische zorgen;
- 6° de aanwezigheid, toegankelijkheid en kwaliteit van de materiële uitrustingen, zoals de huisvesting en de bevoorrading van de meest noodzakelijke goederen.

De indeling van de standplaatsen per rang van zware arbeid wordt jaarlijks in december opnieuw geëvalueerd door de FOD Buitenlandse Zaken. De nieuwe indeling, die na de jaarlijkse evaluatie opgemaakt wordt, wordt vanaf de eerstkomende maand februari toegepast.

§ 2. Het bedrag van de vergoeding voor zware arbeid, bedoeld in lid 1, wordt verhoogd met :

- 1° vijftig procent als de echtgeno(o)t(e) of wettelijk of feitelijk samenwonende hoofdzakelijk met de wetenschappelijke en academische adviseur op standplaats samenwoont en op voorwaarde dat laatstgenoemde geen gelijkaardige vergoeding van zijn/haar werkgever ontvangt;
- 2° vijftientig procent als er kinderen zijn voor wie de wetenschappelijk en academisch adviseur recht heeft op gezinsbijslagen.

Art. 33. Indien de wetenschappelijke en academische adviseurs een of meer gemeenschappelijke kinderen ten laste hebben en beiden in functie zijn, wordt de in de artikelen 31, § 2, tweede lid, en 32, § 2, tweede lid, bedoelde verhoging voor kinderen ten laste slechts aan een van hen toegekend.

Afdeling 3. — Tijdelijke repatriëringstoelage

Art. 34. De wetenschappelijk en academisch adviseur die tijdelijk in België wordt aangesteld, ontvangt in de gevallen bedoeld in artikel 25 een repatriëringstoelage voor maximaal een jaar.

Die toelage wordt berekend op basis van het geïndexeerde maandsalaris en is gelijk aan :

- 1° één tiende van dat bedrag voor wetenschappelijke en academische adviseurs die vrijgezel, weduwe of gescheiden zonder minderjarig kind ten laste zijn;

2° een zesde van dit bedrag voor :

a) de wetenschappelijke en academische adviseurs die gehuwd zijn of wettelijk of feitelijk samenwonen, die geen kinderen hebben of die een minderjarig kind ten laste hebben ;

b) de wetenschappelijke en academische adviseurs die vrijgezel, weduwe of gescheiden zonder minderjarig kind ten laste zijn;

3° een vijfde van dit bedrag voor :

a) de wetenschappelijke en academische adviseurs die gehuwd zijn of wettelijk of feitelijk samenwonen en die minstens twee minderjarige kinderen ten laste hebben ;

b) de wetenschappelijke en academische adviseurs die vrijgezel, weduwe of gescheiden zijn en die minstens twee minderjarige kinderen ten laste hebben.

Afdeling 4. — Aanvullende gezinstoelage

Art. 35. De wetenschappelijk en academisch adviseur die zijn functie gedurende ten minste zes opeenvolgende maanden buiten België uitoefent, ontvangt een aanvullende maandelijkse toelage die gelijk is aan het dubbele van het basisbedrag van de gezinsbijslagen en de volgende verhogingen:

1° een maandelijkse leeftijdstoelage ;

2° een jaarlijkse leeftijdstoelage ;

3° een terug-naar-schooltoelage ;

4° toeslagen voor een gehandicapt kind.

De aanvullende toelage bedoeld in lid 1 blijft toegekend aan wetenschappelijke en academische adviseurs die naar België zijn teruggekeerd in de gevallen bedoeld in artikel 25 alleen voor kinderen jonger dan eenentwintig jaar die buiten België verderstuderen.

Afdeling 5. — Bijdrage aan kinderopvang- en schoolkosten

Art. 36. De wetenschappelijk en academisch adviseur geniet bij de uitoefening van zijn prestaties in het buitenland van een tegemoetkoming van Wallonie-Bruxelles International in de kinderopvangkosten die hoger liggen dan de opvangkosten van een door het Office de la naissance et de l'enfance in België erkende kinderopvangplaats. Het door Wallonie-Bruxelles International overgenomen bedrag kan echter niet hoger zijn dan het dubbele van deze kosten.

Art. 37. De wetenschappelijk en academisch adviseur geniet in het kader van zijn prestaties in het buitenland van een tegemoetkoming van Wallonie-Bruxelles International in de schoolkosten in het buitenland van het kind dat wettelijk te zijnen laste is, dat deel uitmaakt van zijn gezin en dat tussen drie en achttien jaar oud is, op voorwaarde dat hij niet reeds een volledige of gedeeltelijke tegemoetkoming in deze kosten geniet van een derde en binnen de grenzen bepaald in deze afdeling.

Wallonie-Bruxelles International komt niet tussenbeide voor het schoolgeld dat in België wordt betaald.

De schoolkosten die door Wallonie-Bruxelles International worden gedekt, zijn de kosten die verband houden met de schoolopleiding van de kinderen als gevolg van hun expatriëring en die hen in staat stellen om onderwijs te genieten dat gelijkwaardig is aan het onderwijs in België.

Bij wijze van uitzondering op lid 1 komt Wallonie-Bruxelles International tussenbeide voor het schoolgeld:

1° vanaf het begin van het lokale schooljaar waarin het kind de leeftijd van drie jaar bereikt ;

2° tot aan het einde van het lokale schooljaar waarin het kind de leeftijd van achttienjaar bereikt ;

3° een kind ouder dan achttien jaar om het laatste jaar secundair onderwijs af te maken.

Art. 38. Enkel voltijdse studies in een door de Belgische overheid en het gastland erkend kader kunnen aanleiding geven tot een tegemoetkoming.

Subsidiabel schoolgeld heeft betrekking op cursusinschrijving, examens, inhaallessen en integratiecursussen. Ze sluiten alle kosten uit met betrekking tot schoolboeken en -benodigdheden, uniformen, vervoer van en naar school, excursies en alle buitenschoolse en randschoolse activiteiten.

Verplichte en niet-terugvorderbare bijdragen worden ook beschouwd als subsidiabele schoolkosten, op voorwaarde dat de agent kan bewijzen dat ze verplicht en niet-terugvorderbaar zijn.

Art. 39. De terugbetaling van subsidiabel schoolgeld kan niet hoger zijn dan het bedrag dat zou zijn betaald als het kind was ingeschreven in de traditionele stroom van het Franse lyceum of in een school die onderricht verstrekt in een van de andere officiële talen van België in de stad van de standplaats.

Als er meerdere Franse lycea zijn in de stad waar het kind naar school gaat, worden de kosten vergoed op het niveau van de goedkoopste instelling.

Als er geen Frans lyceum is in de stad van de standplaats waar het kind naar school gaat, wordt de maximale bijdrage in het schoolgeld vastgesteld door de administrateur-generaal op basis van een vergelijking van de verschillende aanwezige instellingen.

Art. 40. De maximumbedragen bedoeld in artikel 39 kunnen om volgende redenen worden uitgebreid:

1° het betrokken kind vergezelt de wetenschappelijk en academisch adviseur op standplaats en gaat naar school in dezelfde stad of agglomeratie;

2° de school voldoet aan één van de volgende kenmerken:

a) de gekozen school is de goedkoopste referentieschool in de stad of agglomeratie van de standplaats;

b) de gekozen school is de goedkoopste referentieschool, rekening houdend met de veiligheidscontext en de afstand tot de woning;

c) de gekozen school staat het kind toe om zijn/haar onderwijs in hetzelfde onderwijssysteem voort te zetten tot het einde van de huidige schoolcyclus, tenzij dit onderwijssysteem vrijwillig is gekozen door de ouders van het betrokken kind.

De in lid 1 bedoelde referentieschool is het Franse lyceum of een school waar Frans of een andere officiële taal van België de onderwijstaal is of, bij gebrek daaraan, een Engelstalige school.

Art. 41. De verblijfskosten van het kind van de wetenschappelijke en academische adviseur dat omwille van zijn/haar opleiding alleen in België verblijft, worden door Wallonie-Bruxelles International ten laste genomen tot een door de administrateur-generaal vastgesteld bedrag.

Bij wijze van uitzondering op lid 1 heeft een kind dat alleen in België verblijft en daar in het kader van de leerplicht in een internaat onderwijs volgt, recht op vergoeding van zijn verblijfskosten tot ten hoogste het in artikel 39, lid 3, vermelde maximumbedrag.

Afdeling 6. — Bijdrage aan verhuis- en installatiekosten

Art. 42. In de volgende gevallen worden de kosten van verhuizing van de persoonlijke huisvesting van de wetenschappelijke en academische adviseur gedekt:

1° toewijzing aan een nieuwe functie ;

2° definitieve terugkeer naar België en in de gevallen bedoeld in artikel 25 ;

3° het einde van een huurovereenkomst buiten de wil van de wetenschappelijk en academisch adviseur of in geval van wijziging van de gezinssamenstelling van de wetenschappelijk en academisch adviseur tijdens de periode van tewerkstelling in een functie die de verhuizing rechtvaardigt.

In geval van verhuizing na indiensttreding betaalt Wallonie-Bruxelles International de reiskosten van het personeelslid en zijn gezin volgens de geldende regels. Bovendien neemt Wallonie-Bruxelles International de verhuiskosten van de persoonlijke bezittingen voor haar rekening tot een maximum van vijftienveertig kubieke meter per personeelslid, plus vier kubieke meter per begeleidend kind.

Het personeelslid moet contact opnemen met de verhuisbedrijven en minstens drie bedrijven met elkaar laten concurreren. Een verhuisverzekering is bij de prijs inbegrepen. Het personeelslid ondertekent in onderling overleg de in aanmerking genomen offerte met de logistieke steun van Wallonie-Bruxelles International en er wordt een voorschot ten bedrage van de offerte betaald aan de wetenschappelijke en academische adviseur.

Art. 43. In geval van verhuizing die noodzakelijk is geworden door een nieuwe opdracht, kan een zgn. installatievergoeding worden toegekend aan de wetenschappelijk en academisch adviseur die overeenkomstig artikel 25 wordt aangesteld in een functie in het buitenland of in België.

De wetenschappelijke en academische adviseur stelt zijn/haar aanvraag op in de vorm van een schuldvordering op basis van de werkelijke kosten, vergezeld van bewijsstukken voor gedane uitgaven. De wetenschappelijk en academisch adviseur zendt deze vordering binnen zes maanden na de datum van ingebruikneming van de woning toe aan de administrateur-generaal.

Alleen niet-terugvorderbare uitgaven, d.w.z. uitgaven die niet kunnen worden teruggevorderd wanneer de wetenschappelijk en academisch adviseur de woning definitief verlaat, worden in aanmerking genomen.

De installatievergoeding mag niet meer bedragen dan 25 % van de geïndexeerde jaarlijkse bruto graadwedde. Deze limiet wordt verhoogd naar twaalf en een half procent als het personeelslid toegewezen wordt in een functie bij de administratie.

Afdeling 7. — Tegemoetkoming in de huisvestingskosten

Art. 44. § 1. Wallonie-Bruxelles International betaalt de huur voor de persoonlijke huisvesting van de wetenschappelijke en academische adviseur in zijn/haar standplaats in het buitenland, met toepassing van het maximale referentiehuurplafond, en het persoonlijke aandeel dat ten laste blijft van de wetenschappelijke en academische adviseur.

§ 2. Wallonie-Bruxelles International informeert de wetenschappelijke en academische adviseur over de maximale referentiehuur voor de functie in het buitenland. Dit bedrag wordt bepaald op basis van de gezinssamenstelling van de wetenschappelijk en academisch adviseur en referentiehuren in het buitenland. De brongegevens komen uit de residentiële vastgoedprijzdatabase die wordt geleverd door de gespecialiseerde dienstverlener wiens referentiesysteem wordt gebruikt door de FOD Buitenlandse Zaken.

Elke overschrijding van de door Wallonie-Bruxelles International meegeedeelde maximale referentiehuur is volledig ten laste van de wetenschappelijke en academische adviseur.

§ 3. Een "referentiehuur in het buitenland" wordt bepaald in functie van de gezinssamenstelling van elke wetenschappelijke en academische adviseur. Het type huisvesting die als referentie wordt gebruikt hangt af van de samenstelling van het gezin, met een slaapkamer voor de wetenschappelijk en academisch adviseur en zijn of haar echtgenoot indien van toepassing, een slaapkamer per kind en een bijkomende slaapkamer.

Wat betreft gezinssamenstelling houdt WBI rekening met de personen die permanent met de wetenschappelijke en academische adviseur samenwonen.

Het bedrag van de huisvestingstoelage komt overeen met een gemiddelde van de kosten van de referentiehuur in het buitenland.

Het betreft een vaste vergoeding die jaarlijks wordt herzien. Wetenschappelijke en academische adviseurs zijn volledig verantwoordelijk voor het overschrijden van het bedrag van hun huur.

Deze nieuwe bepaling treedt in werking zodra er sprake is van een overdracht, een nieuwe huurovereenkomst, een verhuizing of een verhoging van het huurbedrag exclusief indexering.

De referentievaluta voor de berekening van de huisvestingstoelage is de euro.

Art. 45. Wallonie-Bruxelles International neemt enkel de gemeenschappelijke kosten ten laste die voortvloeien uit de huur van de persoonlijke woning van de wetenschappelijke en academische adviseur in een gebouw of complex met meerdere woningen.

Art. 46. Wallonie-Bruxelles International betaalt de huur van een parkeerplaats of garage voor de persoonlijke woning van de wetenschappelijke en academische adviseur.

Art. 47. Wallonie-Bruxelles International betaalt de makelaarscommissie voor het zoeken naar een persoonlijke woning in het buitenland, op voorwaarde dat deze makelaarscommissie, behoudens uitzonderlijke omstandigheden, niet meer bedraagt dan het equivalent van één maand huur en dat de verhuizing het gevolg is van een verandering van functie of het einde van een huurovereenkomst buiten de wil van de wetenschappelijke en academische adviseur.

Art. 48. Wallonie-Bruxelles International draagt bij in de kosten voor de bewaking en beveiliging van de persoonlijke huisvesting van de wetenschappelijke en academische adviseur in het buitenland, afhankelijk van de veiligheidscontext van de stad waar hij zich bevindt, onder de voorwaarden en met toepassing van een maximumbedrag vastgesteld door de Administrateur-generaal.

Afdeling 8. — Tegemoetkoming voor reis- en verplaatsingskosten

Art. 49. Enkel de kosten van terugkeer naar België met verlof voor de wetenschappelijk en academisch adviseur, zijn echtgeno(o)t(e) of wettelijk of feitelijk samenwonende partner en hun kinderen worden terugbetaald door Wallonie-Bruxelles International na een minimumperiode van twaalf maanden ononderbroken verblijf in functie en binnen de limiet van economy class-tickets. De terugkeerfrequentie varieert van twaalf tot zesendertig maanden, afhankelijk van de betreffende functie. De maanden juli en augustus worden niet in aanmerking genomen voor de berekening van de verloven.

Het Directiecomité stelt, op voorstel van de administrateur-generaal, de duur van het ononderbroken verblijf en de frequentie van de in lid 1 bedoelde terugkeer per functie vast.

Art. 50. Om familiecontacten aan te moedigen, betaalt Wallonie-Bruxelles International de kosten van één reis per jaar, met een maximum van één ticket economy class, naar het land van toewijzing van de wetenschappelijke en academische adviseur, voor elk van zijn/haar kinderen die buiten het land van toewijzing naar school gaan.

De wetenschappelijk en academisch adviseur of de andere ouder van het kind kan de bovengenoemde reis zelf maken namens het kind naar het land waar het kind naar school gaat. Deze uitwisselingsoptie kan maar één keer per jaar en per gezin worden gebruikt. Het uitwisselen van het recht op terugkeer tussen kinderen is niet toegestaan.

Art. 51. De wetenschappelijk en academisch adviseur die zijnprivévoertuig gebruikt voor professionele verplaatsingen, heeft recht op een vergoeding voor het gebruik van het voertuig. Deze vergoeding, die specifiek is voor elk land, wordt berekend op basis van het aantal werkelijk afgelegde kilometers vermenigvuldigd met de kilometervergoeding die per afgelegde kilometer wordt bepaald en door Wallonie-Bruxelles International wordt verstrekt.

Art. 52. Wallonie-Bruxelles International neemt financieel de kosten op zich van de omniumverzekering voor het persoonlijk voertuig van de wetenschappelijke en academische adviseur, op voorwaarde dat deze verzekering gebruikt wordt voor professionele verplaatsingen en mits toepassing van een door Wallonie-Bruxelles International vastgelegd plafond.

Afdeling 9. — Vergoeding voor laatste ziekte- en begrafeniskosten

Art. 53. Bij overlijden van een personeelslid van het externe loopbaanpersoneel wordt een vergoeding gelijk aan één maand vergoeding van de overledene, namelijk de nettowedde en de toeslag van vijftientig procent, betaald aan de persoon of personen die de kosten van overlijden, laatste ziekte en begrafenis hebben gedragen.

HOOFDSTUK 6. — Verloven

Art. 54. Het aantal dagen verlof waarop de in het buitenland verblijvende wetenschappelijk en academisch adviseur recht heeft, wordt bepaald door de rang zware arbeid die aan elk van de in artikel 32, § 1 bedoelde personen is toegekend.

De wetenschappelijk en academisch adviseur heeft recht op het volgende jaarlijkse verlof:

- 1° eenendertig werkdagen verlof voor functies ingedeeld als zwaar 1 en 2 ;
- 2° achtendertig werkdagen verlof voor functies ingedeeld als zwaar 3 en 4 ;
- 3° vijfenveertig werkdagen verlof voor functies ingedeeld als zwaar 5, 6 en 7.

De wetenschappelijk en academisch adviseur kan maximaal negentig dagen verlof naar het volgende jaar overdragen, tenzij de Administrateur-generaal een afwijking toestaat.

De wetenschappelijk en academisch adviseurs toegewezen aan de administratie in de gevallen bedoeld in artikel 23 genieten de quota jaarlijks verlof bepaald in het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden van Wallonie-Bruxelles International.

HOOFDSTUK 7. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 55. De in artikel 7 bedoelde aanwijzingsprocedure wordt binnen een maand na de inwerkingtreding van dit besluit ten uitvoer gelegd. Het betreft een eenmalige procedure.

Art. 56. Voor de wetenschappelijke verbindingsfunctionaris die in functie is wanneer dit besluit van kracht wordt, is het rechtstreeks van toepassing.

Art. 57. De wetenschappelijke verbindingsfunctionaris die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit in actieve dienst is, behoudt ten minste de basiswedde die hij in zijn vroegere geldelijke loopbaan ontving.

Art. 58. Bij de eerste oproep tot kandidaatstelling op basis van artikel 8 van dit besluit wordt een lijst opgesteld van geslaagde kandidaten van Wallonie-Bruxelles International en een lijst van geslaagde kandidaten die niet van Wallonie-Bruxelles International zijn. De lijst van geslaagde kandidaten van het personeel van Wallonie-Bruxelles International heeft voorrang bij de toewijzing van standplaatsen.

Art. 59. De Minister van Internationale Betrekkingen en de Minister van Ambtenarenzaken zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 25 januari 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE